

# LE DEVOIR

VOL. LXXXVI - N° 298

MONTRÉAL, LES SAMEDI 21 ET DIMANCHE 22 DÉCEMBRE 1996

4 CAHIERS - 1.97\$ + TPS + TVQ

**LES ARTS**

*Noël sur un cheval de bois,*  
page B 1



**LIVRES**

*Les plus belles histoires d'amour de la littérature française,* page D 1



**LE MONDE**

*Boris Eltsine annonce son retour aux affaires,* page C 6

**LES ACTUALITÉS**

*Les techniciens de Radio-Canada refusent les concessions demandées,* page A 4

**PERSPECTIVES**

## Petite politique et Francophonie

Le gouvernement du Québec a donné, cette semaine, son appui à la candidature de Moncton au Nouveau-Brunswick comme ville-hôte du Sommet de la Francophonie de 1999. Appui mitigé et embarrassé. Québec a des motifs d'être réticent. Comme Ottawa a les siens de faire une campagne militante en faveur du chef-lieu acadien. Depuis toujours, le Québec soupçonne Ottawa d'utiliser le Nouveau-Brunswick pour banaliser le rôle du Québec au sein de la Francophonie, où les deux provinces ont le même statut de gouvernement participant.

Ces soupçons ont été confirmés par un document obtenu par le gouvernement du Québec, l'an dernier, et remis à la presse au cours de la campagne référendaire. Ce document est le cahier préparatoire de la délégation du Nouveau-Brunswick pour la conférence ministérielle de la Francophonie de mars 1995.



Michel Venne

«L'invitation du Canada au Nouveau-Brunswick de participer à la Francophonie était d'abord et avant tout une question d'unité nationale et de relations Canada-Québec», dit noir sur blanc la note préparée pour un ministre. Le gouvernement du Canada, poursuit-on, voulait «minimiser les effets négatifs que pourrait avoir la seule présence du Québec sous un gouvernement séparatiste».

Le document indique que «le Nouveau-Brunswick est solidaire avec le gouvernement canadien» et «entend l'appuyer». Il est écrit que cette province «ne pourrait participer activement à la Francophonie» sans la contribution financière d'Ottawa (un million de dollars par sommet). Mais on lit aussi que le fédéral y trouve son compte car la présence du Nouveau-Brunswick, au côté du Québec, à la table des chefs de gouvernement de pays ayant le français en partage donne «l'image d'un Canada uni» et démontre «les bénéfices du bilinguisme».

Québec n'a nullement évoqué ces faits, mardi, lorsque le premier ministre Lucien Bouchard a donné son appui à la candidature de Moncton, présentée le même jour à Marrakech par le gouvernement néo-brunswickois.

Certes, M. Bouchard ne désire pas ouvrir aujourd'hui un nouveau front avec Ottawa, non plus qu'il ne veut se mettre à dos les Acadiens dont il a déjà appuyé, quand il était chef du Bloc québécois en 1994, la représentation dans les forums internationaux. De plus, c'est sous la gouverne de M. Bouchard, lorsqu'il œuvrait sur la scène politique fédérale, que l'entente sur la participation du Nouveau-Brunswick à la Francophonie a été conclue.

Mais 1999 risque d'être une année politique intense au pays. Il pourrait y avoir cette année-là au Québec un référendum sur la souveraineté, sinon des élections générales.

Il est clair que les fédéralistes utiliseraient le sommet de Moncton pour faire mousser l'unité canadienne en jouant la carte de la solidarité avec nos frères francophones canadiens, comme l'avait fait Jean Chrétien en campagne référendaire. Pour son premier discours de la campagne, en septembre 1995, M. Chrétien avait amené avec lui à Shawinigan des députés et sénateurs francophones du reste du Canada et les avait fait monter sur scène. À l'un d'eux, il avait dit: «Quand vous retourneriez au Manitoba, vous direz aux descendants de Louis Riel que le Québec ne les abandonnera jamais.»

À Cotonou, lors du dernier sommet, Jean Chrétien disait que la Francophonie est une «porte d'entrée», un moyen qui permet au Canada de promouvoir auprès des pays membres des éléments de sa politique étrangère qui n'ont rien à voir avec la langue française, dont la prévention des conflits et la promotion de l'État de droit. Pourquoi la Francophonie ne servirait-elle pas aussi de moyen pour promouvoir au Canada des éléments de politique intérieure, dont l'unité canadienne?

Le succès est loin d'être garanti. Le président du Bénin, Nicéphore Soglo, a essayé de se servir du sommet de Cotonou pour favoriser sa réélection. Mais la manœuvre s'est retournée contre lui. Le peuple lui retirait sa confiance, il a été battu aux élections du printemps suivant.

Québec ne pouvait pas dire non à Moncton mais s'est assuré, en jouant sur les mots, de faire comprendre aux autres pays francophones que la course reste ouverte. Québec ne fera pas de cabale contre, par exemple, une candidature provenant d'Europe de l'Est, où le français renaît, ou du Maghreb, où il recule devant la montée de l'islam. La motion adoptée à l'Assemblée nationale est soigneusement rédigée. Le Québec «accueille favorablement» la candidature de Moncton au lieu de la «soutenir vigoureusement». De même, dans son allocution, le ministre Jacques Brassard a précisé que cet appui du bout des lèvres correspondait à un «devoir» de solidarité «imposé» par des liens historiques. Tout cela est bien dommage pour les Acadiens, victimes de la petite politique de la Francophonie.

## Paix sociale à la veille de Noël

*Plusieurs conflits se résolvent ou trouvent la voie de la négociation*

À la veille des Fêtes, le Québec retrouve un climat de paix sociale avec la résolution de certains conflits et la levée de l'incertitude qui régnait sur l'usine de la Kenworth à Saint-Thérèse.

Cette dernière rouvrira ses portes l'an prochain avec l'espérance de reprendre un jour le rythme de production qui était le sien il y a quelques années. L'avenir de l'usine est assuré par une entente qui a été rendue possible grâce à un esprit de partenariat

que le ministre Bernard Landry a rapproché de celui «d'une social-démocratie européenne» (voir le reportage de Jean Chartier ci-dessous).

Dans le secteur public, le long conflit qui opposait la Ville de Montréal à ses cols bleus a enfin connu un dénouement heureux hier par la signature d'une entente de trois ans (lire le compte rendu de Kathleen Lévesque en page A 3).

Enfin, le conflit qui menaçait à la seule banque syn-

diquée du Canada, la Laurentienne, sera évité puisqu'une entente est intervenue hier entre les parties (nos informations en page C 1).

Avec l'entente de négociation signée plus tôt cette semaine entre le gouvernement du Québec et les dirigeants syndicaux des fonctionnaires et des employés du secteur public, l'année nouvelle commencera sous de bonnes augures pour ce qui est des relations de travail.



Le ministre des Finances du Québec, Bernard Landry, serre la main d'un ouvrier de la Kenworth lors de la conférence de presse, qui fut aussi une sorte de fête, tenue pour annoncer les détails de l'accord qui permettra la réouverture de l'usine. Le gouvernement québécois y va d'un prêt d'un peu plus de six millions de dollars.

## Le Fonds de solidarité compte sur des dividendes

Le Fonds de solidarité prête 26,5 millions à Pac-car aux conditions du marché, soit à 7 % d'intérêt, et il aura droit à une participation aux bénéfices si les ouvriers montent plus de 12 camions par jour à l'usine Kenworth de Sainte-Thérèse. Quant aux gouvernements, ils consentent des prêts d'un total de 13 millions, sans intérêt, à même des programmes réguliers; il n'y a aucune subvention et le prêt sans intérêt ne dépassera guère 20 000 \$ par ouvrier, ce qui reste cohérent avec les exigences de l'Accord de libre-échange nord-américain.

JEAN CHARTIER  
LE DEVOIR

«Ce matin, je suis heureux», disait hier Laurent Paquette, un ouvrier de Kenworth, à Sainte-Thérèse, qui n'a presque pas dormi de toute la nuit précédente après avoir appris que c'était enfin réglé.

Il a œuvré sans relâche à titre de président du comité

VOIR PAGE A 14: FONDS

Lire aussi en page C 1

■ Les avantages fiscaux consentis au Fonds de solidarité rapportent aux gouvernements

**POLITIQUE**



## Deux visions de l'avenir du Bloc québécois

*Yves Duhaime et Daniel Turp en interview au Devoir*

Candidat à la succession de Michel Gauthier, Yves Duhaime estime que le Bloc québécois doit prendre le leadership de la promotion de la souveraineté car à Québec, «ils en ont plein les bras». Daniel Turp réfléchit encore à sa candidature et dit compter plus sur la base militante que sur les députés. Pour ce qui est de la souveraineté, il pense, avec M. Parizeau, «qu'on n'en parle pas assez».

■ Lire, en page A 10, les interviews réalisées par Pierre O'Neill

**À Lima**

## 38 autres otages sont libérés

D'APRÈS AFP ET REUTERS

Lima — L'impasse s'est poursuivie, hier à Lima, malgré la libération en soirée de 38 des quelque 400 otages détenus depuis mardi soir par le mouvement d'extrême gauche Tupac Amaru. Impasse renforcée par la fermeté affirmée du président péruvien Alberto Fujimori qui, sortant tôt hier matin de son mutisme, a exclu toute libération des quelque 500 «prisonniers politiques» qu'exigent les terroristes.

Les guérilleros qui retiennent environ 400 personnes en otages à la résidence de l'ambassadeur du Japon à Lima

VOIR PAGE A 14: OTAGES

## La bataille de la mémoire

*L'Institut d'histoire de l'Amérique française entend se battre pour préserver l'accès des chercheurs aux documents*

PAUL CAUCHON  
LE DEVOIR

Cela pourrait s'appeler le droit à la mémoire. Le droit à la recherche historique. À la vérité historique. Alors que les embûches juridiques se multiplient auprès de chercheurs, historiens, écrivains qui veulent consulter les archives de célèbres disparus, l'Institut d'histoire de l'Amérique française en fait son cheval de bataille.

L'Institut voudrait en effet faire inscrire dans les textes de loi un nouveau droit, le «droit à la mémoire», pour contrebalancer le droit à la vie privée invoqué de plus en plus afin de bloquer les recherches historiques et biographiques, et le renforcement des protections accordées aux héritiers en tous genres.

Ce n'est pas la première bataille de l'Institut, et ce ne sera sûrement pas la dernière. Car après 50 années d'existence, l'Institut d'histoire de l'Amérique française peut prétendre avoir ouvert la voie à la recherche historique scientifique.

L'Institut a été créé par le chanoine Lionel Groulx, le célèbre chanoine si malmené ces temps-ci dans l'actualité. En 1946, explique la nouvelle directrice de l'organisme Micheline Dumont, «il n'y avait pas de département d'histoire véritable dans les universités francophones. L'enseignement n'était pas systématisé, orienté vers des diplômes».

Groulx réunit donc des amis chez lui pour créer cet institut le 13 décembre 1946. L'Institut



JACQUES NADEAU LE DEVOIR  
Micheline Dumont, nouvelle directrice de l'Institut d'histoire de l'Amérique française.

VOIR PAGE A 14: MÉMOIRE

**MÉTÉO**

Montréal	Québec
Ciel variable samedi. Neige intermittente dimanche.	Ciel variable samedi. Faible neige dimanche.
Max: -2 Min: -10	Max: -2 Min: -11

Détails, page C 8

**INDEX**

Agenda..... B 13	Idées..... A 13
Annonces..... C 9	Livres..... D 1
Les Arts..... B 1	Le monde..... C 6
Avis publics .. C 8	Les sports... C 10
Bourse..... C 5	Montréal..... A 3
Économie..... C 1	Mots croisés.. C 8
Éditorial..... A 12	Politique..... A 10



## LES ACTUALITÉS

# Paris se souvient

## La France compare Gaston Miron aux plus grands: Hugo, Éluard, Neruda

CHRISTIAN RIOUX  
CORRESPONDANT  
DU DEVOIR À PARIS

Paris n'a pas oublié Gaston Miron. La nouvelle de sa mort s'est répandue comme une traînée de poudre, de bouche à oreille, dans les milieux littéraires, bien avant que les quotidiens *Libération* et *Le Monde* n'en soufflent mot. Car Gaston Miron avait à Paris un réseau d'admirateurs et d'amis passionnés qui ne cessait de grossir depuis 1959, date à laquelle il était venu étudier pendant de longs mois les arts graphiques à l'École Estienne. Pas plus tard qu'en mai dernier, il donnait un de ses récitals (d'ailleurs enregistré par la chaîne de télévision France 3) à la Librairie du Québec.

La presse écrite lui a rendu des hommages parfois débordants, Dominique Noguez allant jusqu'à écrire dans *Le Monde* que Gaston Miron «aurait fait un bon Nobel. Il était de la race des Hugo et des Neruda, de ces poètes qui savent incarner le combat pacifique d'un peuple pour sa liberté».

Mais ce qui surprend le plus, c'est la force de l'amitié qui liait Gaston Miron à des écrivains de partout. Tous ne le connaissaient pas, mais tous avaient un jour ou l'autre entendu son rire tonitruant qu'ils avaient fini par identifier à la voix du Québec.

L'écrivain tunisien Tahar Bekri, qui a consacré un recueil à Miron (*Poèmes à Gaston Miron*, Éditions La Sérénade, 1996), signe dans *La Presse de Tunisie* un article élogieux. Il voit dans le poète québécois «le pilier incontournable de la mémoire récente du Québec. [...] Sa poésie, proche de celle d'Éluard, a des accents louant la terre, la liberté, l'amour et la dignité du peuple. Poète amical et fraternel, sa cause était devenue celle de nombreux poètes à travers le monde convaincus de ses idéaux».

Mais pour l'écrivain français Jean-Pierre Faye, «Miron est tout sauf un poète national dans le sens étroit [...]. Il travaillait sur le langage, pas seulement sur la langue française, mais sur le langage lui-même comme s'il était menacé de mutisme. Miron est une source qui jaillit d'un rocher cassé [...] Il a porté cette douleur de son peuple, qui était aussi la sienne. En ce sens, il est dans la grande modernité... pas la petite!».

Jean-Pierre Faye a connu Miron à L'Estérel en 1974. «Il s'est assis à mes côtés et s'est mis à me parler avec une familiarité remarquable, belle et simple. Comme s'il me connaissait depuis toujours.» Il compare Miron à Dionisos Solo-

mos, un poète grec qui, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, cherchait à réinventer une langue en perte de vitesse. Directeur d'un projet de cité européenne de la culture, il souhaite que cette nouvelle maison organise un grand événement Miron à Paris l'an prochain. Car Miron, dit-il, concerne les Européens qui cherchent à bâtir une Europe dans le respect des identités nationales.

Une ou deux fois par année, Gaston Miron participait aux délibérations de l'Académie Mallarmé, l'académie nationale de poésie. Son ancien président, André Bosquet, qui a connu Miron au début des années 50 par l'entremise d'Anne Hébert et Alain Grandbois, lui a rendu hommage cette semaine.

«Il voulait faire du Québec ce qu'il est devenu», dit-il. «Ce n'était pas un matin, c'était un révolutionnaire.» Bosquet se souvient d'une soirée passée avec René Lévesque où Miron était plus sceptique que le fondateur du Parti québécois sur les chances du référendum. «J'ai aimé chez lui la distance qu'il avait par rapport à la France, particulièrement lorsqu'il s'agissait de dire "Québec-Amérique". Je l'ai félicité d'avoir fait du français une langue internationale avec plusieurs capitales. [...] Je l'ai quand même forcé à publier en France, il ne voulait pas.»

Le 1<sup>er</sup> mai 1981, à l'occasion de la parution de *L'Homme rapaillé* aux Éditions Maspéro, Miron participait à une émission spéciale d'*Apostrophe* intitulée «Toujours bien vivante, la poésie». Récemment encore, l'animateur Bernard Pivot lui serrait la main à la brasserie Lipp, sur le boulevard Saint-Germain.

«Miron est plus connu en France que beaucoup de poètes français. Et cela va s'accroître car on va redécouvrir l'œuvre», dit Dominique Noguez. Militant de la francophonie, Noguez fut l'un des premiers à publier un article sur Miron dans *La Quinzaine littéraire* à l'occasion de son emprisonnement en octobre 1970. Il représentera la Maison des écrivains, de Paris, aux obsèques nationales d'aujourd'hui.

En janvier, la Maison des écrivains organisera un événement Miron auquel participeront des auteurs québécois et où l'on pourra revoir certains enregistrements du poète.

Le mot de la fin revient à Tahar Bekri qui écrivait à son sujet:

*A l'aube du chant  
Il allume la terre avec ses dents  
Et la présence fraternelle  
Il tonne: Ah! Ce peuple absent!*

FAITES LA FÊTE ET  
**CÉLÉBREZ**  
LA FIN DE L'ANNÉE AVEC LES  
PLUS BAS PRIX GARANTIS

LITERIE • BAIN • FENÊTRES • MATELAS • PORCELAINE • CRISTAL • CADEAUX  
ÉCONOMISEZ JUSQU'À **50%** SUR DES ARTICLES DE MARQUES RÉPUTÉES DANS TOUT LE MAGASIN

**CADEAUX**  
ÉCONOMISEZ JUSQU'À 50% SUR LA PORCELAINE, LA VERRERIE, LA COUPELLERIE, LES ARTICLES-CADEAUX, LES BATTERIES DE CUISINE ET PLUS ENCORE!

Mikasa • Orrefors • Noritake • Lenox • Meyer  
Waterford • Wedgwood • Pfaltzgraff  
Guy Degrenne • Lagostina • Kosta Boda  
Guzzini • Royal Doulton et autres!

NOS PRIX SONT IMBATTABLES!

**LAGOSTINA**  
Provence  
Économisez 58%  
Prix courant 600\$  
Prix de solde à partir de 249\$

«ART INSTITUTE OF CHICAGO»  
Tasses de porcelaine, théières et jattes à partir de 9\$

Waterford  
Économisez jusqu'à 63%  
Achat spécial!  
Coupe, vin, ou flûte  
Ord. 55\$ - 75\$  
Solde de 19\$ à 29\$

PASTA VERDE  
Ens. pour pâtes  
5 pièces  
18\$

TERRACOTTA  
Bol pour croustilles et tromptette  
19\$

**PORCELAINE**  
Evesham Gold DE ROYAL WORCESTER  
Économisez jusqu'à 40% sur accessoires de service choisis.

Pfaltzgraff  
Économisez jusqu'à 20%  
Ens. 20 pièces, ordinairement à partir de 120\$  
Prix de solde à partir de 89\$

Royal Doulton  
Économisez jusqu'à 50% et recevez des bols à soupe GRATUITS!  
Quantités limitées.

**TABLE**  
Scotchgard™ STAINRELEASE™  
Nappes Invitation 9\$  
Choix de 7 couleurs

Ens. pour la cuisine 4 pièces 4\$

Napperons à partir de 99¢

**BOUTIQUE POUR BÉBÉ**  
Nous avons un choix incroyable d'articles-cadeaux de d'accessoires!

**BAIN**  
MARTEX  
Waldarast  
STEVENS  
CANNON

Nous offrons les marques les plus réputées!

Serviettes de bains Cannon 3\$  
(légères imperfections)

Essuie-mains Martex / Stevens 1\$

Rideaux de douche en tissu 9\$

Rideaux de douche en plastique variés 4\$

Descentes de bain Cannon 5\$

Sorties de bain en ratine 29\$

**LITERIE**  
Springmaid  
MARIEX  
Waldarast  
Wamsutta  
CANNON  
Dan River  
Lawrence  
SHEFEX

Le plus grand choix de literie et d'accessoires à Montréal, aux plus bas prix garantis

**MATELAS**  
Plus de 100 modèles  
LIVRAISON GRATUITE  
CADRE GRATUIT À L'ACHAT D'ENSEMBLES

Les 2 meilleures façons d'acheter un matelas de première qualité  
OPTION n°1 NOUS PAYONS LA TPS ET LA TVQ  
OPTION n°2 NE PAYEZ RIEN AVANT UN AN  
Aucun mensualité • aucun intérêt • aucun dépôt

Charme de Sealy  
Simple 119\$ ens. 229\$ Grand 169\$ ens. 329\$  
Double 139\$ ens. 269\$

Beautysleep Evasion de Simmons  
Simple 199\$ ens. 329\$ Grand 279\$ ens. 449\$  
Double 249\$ ens. 399\$

MATELAS À EMPORTER À PARTIR DE 36,95\$

**PARURES DE FENÊTRES**  
SERVICE À DOMICILE  
GRATUIT 341-7810

Jusqu'à 50% d'escompte sur le prix suggéré pour STORES VERTICAUX ET HORIZONTAUX • PLISSÉS • BOUFFANTS • ROMAINS • PERSIENNES • TENTURES • DENTELLES • PARURES DE FENÊTRE COMPLEXES • TISSUS • COUVRE-LITS FAITS SUR MESURE

Ensemble de literie 6 pièces  
Incluant douillette, drap contour, drap plat, volant de lit, couvre-oreiller(s) et taie(s) d'oreiller

Simple 49\$ Grand 69\$  
Double 59\$ Très grand 79\$

Ensemble de draps en percale  
180 fils au pouce carré

Simple 16\$ Grand 32\$  
Double 26\$ Très grand 49\$

Couvre-matelas SIMMONS 9\$  
Grand (légères imperfections)

Oreillers de duvet 24\$

SIMMONS Oreillers 6\$

Édredons de duvet d'oie blanche  
Construction en cloisons 12 po

Simple 69\$ Grand 99\$  
Double 89\$ Très grand 139\$

NOS PRIX SONT IMBATTABLES! COMPAREZ, VOUS SEREZ CONVAINCU!



## LE SUPERCENTRE DE LA MODE MAISON LINEN CHEST

Centre  
ROCKLAND  
341-7810

Place Portobello  
BROSSARD  
671-2202

Les Galeries  
LAVAL  
681-9090

Les Promenades de la  
CATHÉDRALE  
282-9525



**CHAQUE JOUR / L'ANNÉE LONGUE**  
Nous sommes convaincus que nos prix sont les plus bas!  
Si vous trouvez la même marchandise ailleurs à plus bas prix, nous respecterons non seulement ce prix mais nous vous accorderons un rabais additionnel de 10%!



LIONEL CIRONEAU AP

Toute l'Italie n'était que douleur hier au lendemain de la mort de l'acteur Marcello Mastroianni. À Paris, Catherine Deneuve, portant un bouquet de fleurs, s'est rendue à l'église Saint-Sulpice afin d'assister à une cérémonie religieuse intime en mémoire du grand acteur. À sa gauche se trouve Barbara Mastroianni, la fille que Marcello Mastroianni a eue avec son épouse, Flora Carabella.

## «Adieu Marcello» Les Italiens pleurent leur ami

REUTER

Rome — L'Italie, qui s'appête à enterrer dimanche Marcello Mastroianni, a largement rendu hommage hier à l'acteur fétiche de Fellini.

Les médias de la péninsule ont accordé une importante couverture au décès de l'acteur, survenu jeudi matin à Paris, à l'âge de 72 ans. «Adieu Marcello, tu avais rendu notre vie plus douce», titre le *Corriere della Sera*, reflétant la peine de nombreux Italiens qui estiment avoir davantage perdu un ami qu'une star.

Peut-être l'hommage le plus poignant et le plus fort est-il rendu par le petit dessin de première page de *La Repubblica*. On y voit Fellini, disparu en 1993, faisant signe à Mastroianni depuis un nuage du paradis: «Marcello, come. It's wonderful!», dit le maestro, en anglais. Ce sont là exactement les mots que la sirène blonde Anita Ekberg lançait à Mastroianni dans *La Dolce Vita* pour l'inviter à la rejoindre dans l'eau de la fontaine de Trevi.

Dans les heures qui ont suivi l'annonce de la disparition de la star, les grandes chaînes de télévision ont rediffusé certains des films les plus célèbres où il avait joué, comme *Une journée particulière* ou *Mariage à l'italienne*.

Dans la nuit, une grande banderole a été déployée au-dessus de la fontaine de Trevi, où l'on pouvait lire «Roma per

Marcello» (Rome pour Marcello). Et une grande photo de Marcello, dans ses dernières années, en compagnie de l'acteur Massimo Troisi, lui aussi disparu, a été installée devant la fontaine, où les Romains sont venus déposer des fleurs.

À Rome, l'homme de la rue savait que Mastroianni n'avait jamais vraiment cessé d'être comme lui. Il dînait dans les mêmes restaurants, conduisait lui-même sa voiture. «C'était une grande figure. Il croyait à quelque chose. Il laisse des souvenirs à tout le monde», déclarait hier matin une religieuse en pleine méditation devant la fontaine de Trevi. Oubliées, les prises de position du Vatican, s'insurgeant en 1960 de la sortie de *La Dolce Vita*, «œuvre du démon»...

Sophia Loren, qui, à l'écran, a peut-être formé avec Mastroianni le couple le plus célèbre du cinéma depuis Spencer Tracy et Katherine Hepburn, estimait qu'une partie d'elle-même était morte. «La plus grande douleur que j'ai ressentie depuis la mort de ma mère», déclarait-elle.

Et Jack Lemmon, qui jouait à ses côtés dans *Macaroni*, d'Ettore Scola (1986): «Je suis vraiment très, très triste parce que c'était vraiment un homme adorable.»

Le corps de Marcello Mastroianni doit être transporté de Paris à Rome samedi matin. Il reposera à l'hôtel de ville jusqu'aux obsèques, dimanche. L'acteur sera inhumé dans le caveau familial au cimetière de Verrano.

## Carl Sagan rejoint les étoiles

REUTER

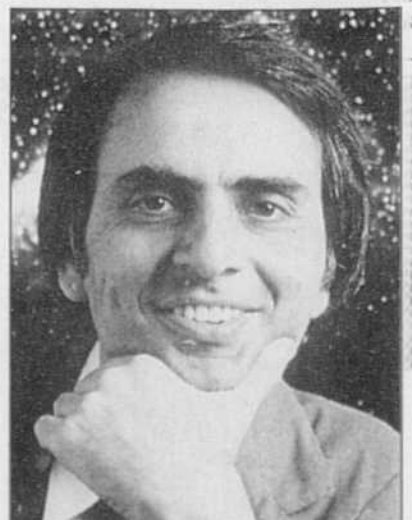
Seattle — Carl Sagan, astronome américain de renommée internationale, est décédé vendredi à l'âge de 62 ans, des suites d'un cancer de la moelle épinière dont il était atteint depuis deux ans, ont annoncé des médecins à Seattle.

Auteur de nombreux ouvrages de vulgarisation, lauréat du prix Pulitzer en 1978, Carl Sagan, né à New York en 1934, a consacré sa vie à l'étude

des planètes, ainsi qu'aux possibilités de vies extraterrestres, devenant un pionnier dans ce domaine appelé «exobiologie».

Professeur à l'université de Cornell, directeur du laboratoire des études planétaires, il avait formé des astronautes et des officiers de l'armée de l'air.

Auteur de plusieurs bestsellers, il s'est fait connaître dans le monde par des productions pour la BBC et par l'émission «Cosmos», réalisée à partir de 1977.



ASSOCIATED PRESS  
L'astronome Carl Sagan.

LE DEVOIR

# MONTREAL

**ROGER ROY**

Horloger bijoutier

935, La Gauchetière Ouest  
Montréal H3B 2M9  
Siège social du CN  
tél.: (514) 861-4489



**L'excellence**  
Par un chef de renommée internationale  
**Fruits de Mer Depuis 'Toujours**  
Ouvert Noël et Jour de l'An  
Stationnement Gratuit 1657 Ste-Catherine O.  
**Chez Paupé 932-6118**

## La paix jusqu'en l'an 2000

Les cols bleus ont ratifié hier l'entente conclue avec la Ville.

Pour Pierre Bourque, c'est la première bonne nouvelle depuis longtemps

C'est avec soulagement que la Ville de Montréal a clos hier l'épineux dossier des cols bleus. Le maire Pierre Bourque s'est même permis de rappeler avec humour que cette entente survient deux ans après qu'il l'eut promise.

KATHLEEN LÉVESQUE  
LE DEVOIR

Ca y est. La Ville de Montréal et le syndicat des cols bleus ont signé hier un contrat de travail assurant la paix jusqu'en l'an 2000 et des économies récurrentes d'au moins 14 millions de dollars par année pour les contribuables montréalais.

Ce faisant, les deux parties mettent fin à une longue négociation ponctuée par des grèves des heures supplémentaires et des appels à l'aide au gouvernement du Québec, qui aura joué un rôle important de conciliateur dans ce dossier.

«Pour moi, c'est un grand soulagement», a affirmé le maire Pierre Bourque, pour qui c'est la première bonne nouvelle depuis fort longtemps. «Je veux remercier Normand Gauthier, sous-ministre adjoint, qui, avec Jean-Marc Boily, sous-ministre au ministère du Travail, nous ont tordu les bras jusqu'à la dernière minute, et on a fini par entendre raison de part et d'autre», a indiqué le président du syndicat des cols bleus, Jean Lapierre, qui s'est fait attendre pendant près de deux heures avant de procéder à la signature officielle de la convention collective.

Plus tôt en journée, M. Lapierre avait obtenu de ses membres réunis en assemblée générale spéciale un appui massif de 96 % pour parapher l'entente qui donne 14 millions de dollars en économies à la Ville. «Il y a d'autres gains qui ne sont pas chiffrés

pour l'instant. Mais avec la flexibilité que nous avons obtenue, on croit pouvoir dépasser les 25 millions d'objectif que nous nous étions fixés», a soutenu la présidente du comité exécutif, Nushig Eloyan.

Cette nouvelle convention collective prévoit la réduction progressive du plancher d'emploi de 480 postes. Cette baisse se réalisera au rythme des départs des employés qui prennent leur retraite. La Ville croit pouvoir atteindre son objectif en deux ans. De plus, le plancher de 3580 emplois sera comblé une fois par an plutôt qu'à tous les mois.

En contrepartie, les cols bleus ont obtenu la semaine de travail de 36 heures étalées sur quatre jours et éventuellement 35 heures sur quatre jours. Ce nouvel horaire sera effectif à compter de mai prochain. Ce gain majeur pour les employés s'autofinance totalement.

Ainsi, les syndiqués abandonnent neuf des douze congés fériés ainsi que deux jours de congé mobile. Ils acceptent de travailler une cinquième journée à taux simple majoré de 1 \$ l'heure.

Mais le plus important gain pour la Ville, selon le négociateur en chef, Michel Brousseau, c'est la flexibilité des horaires de travail. En clair, cela signifie que des cols bleus travailleront dorénavant les samedis et dimanches sans qu'il s'agisse pour autant d'heures supplémentaires (700 employés) et que les employés adapteront leur horaire en fonction des périodes creuses ou très occupées.

Quant au salaire, les cols bleus bénéficieront d'une augmentation d'environ 6 %, soit à peu près l'équivalent des autres fonctionnaires montréalais, pour les années 1995, 1996 et 1997. En 1998, les deux parties s'assoieront de nouveau pour repenser les salaires pour les trois dernières années que couvre la convention collective.



Le président du syndicat des cols bleus, Jean Lapierre, en compagnie du maire de Montréal, Pierre Bourque. Les deux hommes ont signé hier une entente qui assure la paix dans les relations de travail d'ici l'an 2000.

Mais déjà, Mme Eloyan rappelle les orientations de la Ville dans cette matière. «Nous avons annoncé que nous voulions un gel salarial pour tous nos employés jusqu'en 2000», a-t-elle précisé.

Par ailleurs, le syndicat accepte de suspendre l'application de la clause qui obligeait jusqu'à maintenant les sous-traitants à payer leurs employés

au même salaire que ceux de la Ville. Par contre, avant d'aller plus avant dans la sous-traitance (ou le partenariat, selon le terme maintenant utilisé par l'administration municipale), la Ville de Montréal devra s'entendre avec ses cols bleus. Concrètement, un comité sur le partenariat où des représentants de la Ville, de la FTQ, du

SCFP et des cols bleus siègeront, verra au «développement de modèles novateurs de partenariat d'affaires entre la Ville, les employés et tout autre partenaire».

«Je rends hommage aux cols bleus qui se montrent ouverts au partenariat», a souligné le maire Pierre, qui a qualifié l'entente d'«historique».

Financement de Vision Montréal

## Le DGE soumettra son rapport à la mi-janvier

KATHLEEN LÉVESQUE  
LE DEVOIR

L'avenir politique du maire Pierre Bourque demeurera incertain jusqu'à la mi-janvier. C'est à ce moment que le Directeur général des élections du Québec prévoit avoir terminé l'enquête mettant en cause M. Bourque.

Dans un bref communiqué, le Directeur général des élections (DGE) a annoncé hier que l'enquête qu'il mène au sujet de présumés actes illégaux en ce qui a trait au financement du parti Vision Montréal se poursuit. Il y a fort à parier que le DGE attendra le retour du maire Bourque, qui sera absent du pays du 8 au 20 janvier. Il se joindra à l'équipe canadienne qui part en mission économique en Asie, à l'initiative du premier ministre Jean Chrétien.

Bien que le DGE eût promis d'agir avec «diligence» lors du déclenchement de l'enquête le 21 novembre dernier, le dossier semble exiger beaucoup de vérifications. Il est vrai que depuis le témoignage incriminant de l'ancien chauffeur de M. Bourque durant la campagne électorale de 1994, Maurice Brault, d'autres faits se sont ajoutés.

Ainsi, M. Brault prétend que Pierre Bourque lui aurait remis 2000 \$ pour qu'il les donne à trois dames, prêtes à se montrer complaisantes et à signer trois chèques à Vision Montréal. La provenance de cet argent demeure nébuleux. M. Brault reconnaît avoir agi par amertume puisqu'il n'a pas obtenu l'emploi qui lui aurait été promis après la victoire de Pierre Bourque et

de Vision Montréal.

Outre cette opération à laquelle aurait participé M. Bourque, ce dernier aurait également cautionné la remise d'argent comptant et non comptabilisé à des bénévoles de l'équipe électorale. Un stratège politique de l'équipe électorale de Vision Montréal, Michel Magnan, dit avoir reçu 500 \$ en remerciement pour services rendus.

Toutes ces révélations ont créé un climat malsain à l'hôtel de ville, où les rumeurs de toute nature circulent à une vitesse vertigineuse. Ironiquement, la démission de Pierre Bourque est survenue à au moins trois reprises, bien qu'il soit toujours en selle.

Toutefois, l'un des principaux lieutenants de M. Bourque, Pierre Goyer, s'est rendu à Québec rencontrer le conseiller spécial du premier ministre Lucien Bouchard, Jean-Roch Boivin, pour l'assurer que la Ville restera sous contrôle même si Pierre Bourque devait quitter.

Depuis un mois, le comité des sages, groupe de gens d'affaires devant conseiller le maire Bourque, a été dissout, les modifications demandées par la Ville de Montréal à sa Charte ont été retardées, tout comme les nominations aux différentes commissions de la Communauté urbaine de Montréal. Tout laisse voir un ralentissement au sein de l'administration, hormis le règlement avec les cols bleus (voir texte ci-dessus).

D'ici la sortie du rapport du DGE, le maire Pierre Bourque s'accordera quelques jours de vacances durant les fêtes. «J'en ai besoin», a-t-il dit hier, sourire en coin.

## L'usine d'éthanol sera construite près des raffineries de l'est

MICHEL HÉBERT  
PRESSE CANADIENNE

Québec — La future usine de production d'éthanol sera implantée sur le territoire de la MRC de L'Assomption, tout près de l'est de Montréal, même si cela fera mal à l'industrie pétrolière de la métropole.

Le ministre responsable de la métropole, Serge Ménard, a reconnu hier à l'Assemblée nationale que les raffineries risquent de perdre des emplois mais que ces pertes seront compensées par les emplois créés par l'usine de production d'éthanol.

Le ministre des Ressources naturelles, Guy Chevrette, a déclaré de son côté qu'il y aura une «compensation des quelques pertes qu'il pourrait y avoir dans un secteur mais que ça se soldera par un plus au niveau de l'emploi au Québec».

En réplique aux questions du libéral Jean-Claude Gobe, le ministre Ménard a confirmé que l'usine d'éthanol sera construite sur le territoire élargi de la métropole, soit la municipalité régionale de comté de L'Assomption.

«Il va y avoir un plus en emploi, et ce plus, il sera justement sur le territoire de la métropole, il va être dans l'est de la métropole [...] parce que l'usine est censée être installée dans la municipalité régionale de L'Assomption,

laquelle fait partie du territoire de la métropole», a-t-il précisé.

Les promoteurs de l'usine — d'une valeur de 100 millions de dollars — ont dressé une courte liste de villes où elle pourrait être construite. Ils ont repéré deux sites dans l'est de Montréal et gardent un œil sur les dossiers des villes de Berthierville, Tracy, Varennes, Saint-Hyacinthe et Saint-Jean.

Les promoteurs cherchent un terrain de 20 acres. Mais à la lumière des propos du ministre Ménard, il ne serait pas impossible que l'usine se retrouve à Saint-Sulpice, Repentigny ou Le Gardeur.

L'éthanol bénéficiera d'une détaxation à compter de 1999, une mesure qui, selon diverses évaluations, coûtera 30 millions par année au gouvernement.

Les promoteurs de l'usine estiment que 500 emplois directs et indirects seront créés. Le critique libéral en matière de finances, André Bourbeau, croit cependant que le projet représente une subvention trop coûteuse.

«Cette détaxation, c'est l'équivalent d'une subvention de 60 000 \$ par emploi, année après année», a-t-il lancé.

Le ministre Chevrette a répliqué que les libéraux avaient accordé de généreux contrats de fourniture d'électricité aux alumineries à la fin des années 1980, à hauteur de «un million par emploi». «On a beau avoir du culot, a-t-il lancé, on doit avoir un peu de décence.»

EN BREF

### La CAM acceptée

(Le Devoir) — Bonne nouvelle pour les usagers du transport en commun. La CAM (carte autobus-méto) sera acceptée à la station Longueuil, sur la ligne 4-jaune du métro, à compter du 1<sup>er</sup> janvier prochain. C'est du moins ce qu'a annoncé hier la Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal (STCUM). Jusqu'à ce jour, les règles en vigueur interdisaient l'utilisation d'un titre mensuel comme la CAM dans un autre territoire d'exploitation que la CUM. Les usagers malgré tout, étant obligés d'acheter une carte mensuelle régionale pour avoir accès au réseau de la STCUM à partir de la station Longueuil.



LES SECRETS DE LA LANGUE FRANÇAISE

Guérin littérature  
378 p., 20,95 \$

André Dulière

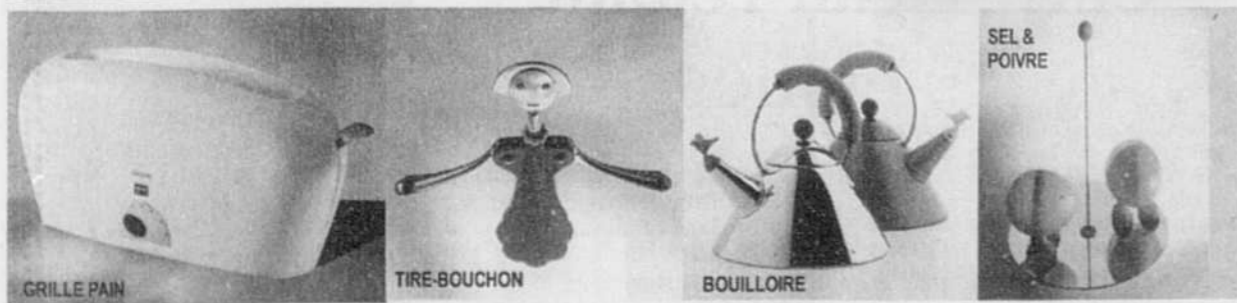
Tout bon rédacteur, qu'il soit journaliste ou écrivain, n'est pas sans savoir qu'il détient une arme redoutable: la langue. Ainsi en est-il d'André Dulière dont *Les secrets de la langue française* est le témoignage du respect mais aussi de la fascination qu'il réserve à ce que plusieurs considèrent comme un obscur objet du désir.

Dans cet ouvrage, le professeur belge, disciple de Maurice Grévisse, nous introduit à l'art d'écrire.

*Les secrets de la langue française* intéressera donc tous ceux et celles pour qui l'écriture est une incessante conquête. Un livre à conserver sur sa table de travail, mais surtout un livre à savourer de la première page à la dernière.

GUÉRIN, éditeur ltée

4501, rue Drolet  
Montréal (Québec) H2T 2G2  
Téléphone: (514) 842-3481  
Télécopieur: (514) 842-4923  
Adresse Internet:  
www.vigie.qc.ca/LIDEC



AVANT-SCÈNE **ALESSI** RAFFINE ET EXTRAVAGANT

LES COURS MONT-ROYAL, 1455 RUE PEEL, LOCAL 230, MONTREAL, TEL.: 281-6782, FAX: 281-5605

**ma**  
marie allaire  
PRÊT-À-PORTER

**GRANDE VENTE**  
DE L'APRÈS NOËL

jusqu'à **50%** nous payons les deux taxes  
sur toute la marchandise automne/hiver  
Débutant le 26 décembre (ouverture de 13h à 21h)

Exceptionnellement la boutique sera ouverte dimanche 22 décembre de 11 hrs à 17 hrs.

1588, rue Fleury Est, Montréal  
(514) 384-4808

# LES ACTUALITÉS

EN BREF

## Subventions à la baisse

(Le Devoir) — La subvention gouvernementale aux universités a diminué de 11 % depuis cinq ans alors que la baisse des effectifs étudiants était de 4 % pendant la même période. Ce sont là les conclusions d'une étude réalisée par la Fédération québécoise des professeurs d'université (FQPPU), qui a compilé les données les plus récentes concernant les compressions budgétaires imposées aux universités québécoises. Selon la FQPPU, les compressions directes appliquées par le gouvernement au financement des universités s'élevaient à 380 millions de dollars depuis 1993-94. En plus de ces compressions, les universités n'ont reçu du gouvernement aucune indexation pour les dépenses non salariales ni pour les coûts de l'avancement du personnel dans les échelons. Et la subvention pour les services aux étudiants a baissé de 11 % pendant la même période, alors que le pourcentage de baisse des effectifs n'a été que de 4 %. Selon la vice-présidente de la FQPPU, Christine Piette, « cette réduction de financement constitue un choix politique des gouvernements qui contraste avec le discours voulant que les universités soient essentielles au développement de notre société ».

## L'Université Laval en déficit

(Le Devoir) — Le déficit accumulé de l'Université Laval pourrait atteindre 16 millions de dollars plutôt que les 9,5 millions prévus en 1996-97. Selon le quotidien *Le Soleil*, la baisse de la clientèle, la diminution de la subvention gouvernementale et la non-augmentation des frais de scolarité entraînent cette nouvelle situation à Laval, qui doit trouver de nouvelles mesures de contrôle des dépenses. La direction de l'Université Laval avait demandé à ses différentes unités et facultés de réduire le budget de fonctionnement de 7 % et 8 % cette année et l'an prochain.

## Compressions à Sherbrooke

(Le Devoir) — L'Université de Sherbrooke vient d'adopter une série de mesures visant à réduire de quatre millions de dollars le déficit anticipé pour l'exercice 1996-97. Une première mesure, qualifiée de très difficile par la direction, prévoit une compression horizontale récurrente d'environ deux millions dans les facultés. Parmi les autres mesures, on note des réductions récurrentes et ponctuelles dans les services d'environ un million. On prévoit également des économies de 500 000 \$ sous différentes formes (dépenses non réalisées, réduction de la réserve pour contingences, etc.).

## Un sapin de Noël en « quarantaine »

Helsinki (AFP) — Un sapin offert par des Finlandais pour accompagner le Noël des chrétiens de Bethléem (Cisjordanie) est retenu en « quarantaine » dans le port israélien de Haïfa, a affirmé hier l'organisateur finlandais de cette initiative privée. Les autorités sanitaires israéliennes se sont donné un mois pour effectuer tous les examens nécessaires au dépistage d'éventuelles maladies végétales, selon l'explication officielle adressée par les Israéliens au maire de Bethléem, Elias Frej, a ajouté le journaliste Roni Smolar.

# Le projet du vide

Six ans après l'ordre de démolition du Centre Paul-Sauvé, il n'y a toujours qu'un terrain vague à l'endroit où devaient s'élever des centaines d'habitations

Il y a six ans ou 60 mois de cela, les autorités municipales de l'époque commandèrent la démolition du Centre Paul-Sauvé. En lieu et place, devaient être construites des centaines d'unités résidentielles. Aujourd'hui, il y a du vide. Un vaste terrain vague.

SERGE TRUFFAUT  
LE DEVOIR

Dans les années soixante, le Centre Paul-Sauvé connut les heures de la petite gloire. C'était l'époque au cours de laquelle, sur les ondes télévisées, celles allouées plus précisément à l'émission *Sur le matelas*, Johnny Rougeau, lutteur facétieux, menaçait ainsi son futur adversaire: « *Lundi soir, à Paul-Sauvé, m'a l'arranger le portrait.* »

Généralement, en fait tout le temps, ce propos rempli de provocations en tous genres, s'adressait à Eddie Creatchman, patron d'une troupe qui rassemblait les méchants comme *Masqué n° 1* et *Masqué n° 2*. Plus souvent qu'autrement, le Centre Paul-Sauvé était alors plein de gens consommant la prise du sommeil par procuration.

Au début des années 70, il y eut du rock. Il y eut même John Mayall et ses Bluesbreakers. Puis il y eut des rassemblements politiques. Notamment celui du Parti québécois célébrant sa victoire du 16 novembre 1976, soit plus de trois mois après que Sugar Ray Leonard fit main basse sur la médaille d'or des mi-moyens lors des Jeux olympiques.

C'est au fond à ce moment-là que la destruction du Centre Paul-Sauvé alias la Palestre nationale fut décidée. C'est en tout cas l'opinion de André Lavallée, chef du RCM et conseiller du district de Bourdonnières. A son avis, le dynamitage de ce centre sportif est devenu inévitable le jour où Jean Trotter, alors conseiller du Parti civique de Jean Drapeau, rejeta le projet de rénovation de l'endroit en vue des Jeux de 1976. Ce conseiller se battit, et obtint, la construction d'un centre tout neuf, mais pas nécessairement beau, dans le quartier de Rosemont. Il s'agit évidemment du Centre Étienne-Desmarteau au 3430, rue Bellechasse.

L'histoire étant pleine d'enseignements très divers, on se souviendra que la Ville de Montréal vendit le Centre au ministère des Travaux publics à l'automne 1979 au prix très symbolique de 1 \$. Quelques mois plus tard, les rumeurs de fermeture commencèrent à circuler. Il en fut ainsi jusqu'en 1989 lorsque la Régie des installations olympiques (RIO) décida de ne pas renouveler les contrats de location. Le Centre Paul-Sauvé était voué de facto à la destruction.

En 1991, par un de ces sortilèges financiers relevant davantage de la magie comptable que de la rationalité économique, le Centre fut octroyé à la Ville de Montréal moyennant... 3,1 millions. De 1 \$ en 1979 à 3,1 millions... Passons. Passons mais retenons qu'au début de 1993, alors que la phase démolition s'achevait, les autorités de l'époque, Léa Cousineau en tête, annoncent qu'à la suite d'un accord avec le Groupe immobilier Saint-Jacques, pas moins de



Le Centre Paul-Sauvé, qu'on appelait aussi Palestre nationale, a eu toutes sortes de vocations au cours de son histoire qui a pris fin sous le pic des démolisseurs. On y fit du hockey, de la lutte, du rock, du blues et de la politique. A l'époque de cette photographie, en 1976, le Parti québécois y célébra sa victoire électorale et le boxeur Sugar Ray Leonard s'y couvrit de gloire durant les Jeux olympiques.

400 unités résidentielles seront construites d'ici la mi-1995. Un projet qui devait entraîner des investissements de l'ordre de 45 millions.

Fait important à noter, les plans alors élaborés, conformément aux promesses électorales du RCM, prévoyaient la présence de 20 % au moins de logements sociaux. L'objectif alors poursuivi par l'administration Doré se résumait à ceci: convaincre des gens d'habiter Montréal. En tout, le projet immobilier en question devait accueillir entre 800 à 900 personnes.

A l'époque, le Groupe Saint-Jacques s'était engagé à payer 15 \$ par pied carré. Le même groupe avait déposé 500 000 \$ en garantie. Un petit immeuble résidentiel, un immeuble de trois à quatre étages, a été construit. Puis, pour des raisons qui demeurent obscures, le Groupe Saint-Jacques s'est retiré.

Aujourd'hui, à l'angle de Pie-IX et de Beaubien, il y a une pancarte annonçant que le Groupe Saint-Luc va construire. Derrière cette pancarte, il y a un vaste terrain vague. A un endroit, on voit qu'on a creusé. Mais pas... Bref, sur le terrain il n'y a actuellement qu'une pelle mécanique. Rien d'autre. Rien en tout cas qui laisse entrevoir une grosse construction.

Pourtant, à lire le sommaire décisionnel de la Ville de Montréal concernant le projet de Groupe Saint-Luc, les avantages accordés abondent. Par exemple, la garantie dé-

posée est de 50 000 \$ seulement. On a également convenu que la vente des terrains se ferait en séquence.

Plus précisément, « la formule proposée pour établir le prix de vente des terrains, soit un pourcentage du prix de vente des logements, permet d'obtenir, en fonction des prix de vente anticipés des logements, un prix de vente total de l'ordre de 4,3 millions, soit le prix fixé lors de l'appel des propositions de 1994, soustrait des coûts additionnels imputables au roc ».

Et le Service du développement économique de poursuivre: « Conformément à l'accord de développement, le prix de vente de la parcelle A [celle faisant front à Pie-IX] est établi à 22,5 % du prix de vente des maisons qui y seront construites. Le SDE estime la valeur marchande de cette parcelle entre 15 \$ et 19 \$ le pied carré, selon que les terrains sont vendus en bloc ou en séquence avec une plus grande densité. Toutefois, les coûts additionnels de développement dus à la présence du roc à proximité de la surface du sol font diminuer ces valeurs de 1,36 \$ par pied carré. En conséquence, la valeur marchande des terrains de la parcelle A varie entre 13,64 \$ et 17,64 \$, selon la densité du projet et les conditions de vente ».

Allez va, lâchons le morceau: le développement immobilier de l'endroit a été accordé à Groupe Saint-Luc sans qu'il y ait eu appel d'offres.

# Les techniciens rejettent les concessions demandées par Radio-Canada

BRIAN MYLES  
LE DEVOIR

Rien ne va plus entre Radio-Canada et ses techniciens, qui ont rejeté dans une proportion de 60 % une offre qui aurait permis à la société d'Etat de mieux concurrencer le secteur privé. Résultat? La sortie de deux nouveaux téléromans pourrait être compromise et une centaine d'emplois sont menacés.

Ironie du sort, le Syndicat des techniciens de Radio-Canada (STRF), qui semblait prêt à d'importantes concessions, n'a pas recommandé à ses membres d'accepter l'offre. Les 1150 techniciens, maquilleurs, éclaira-

gistes, plombiers et autres employés ont donc décidé de leur propre chef de rejeter majoritairement la proposition de la société d'Etat.

Les résultats du vote sont parvenus au syndicat par la poste au début du mois de décembre et ils ont été compilés il y a une semaine. Le président par intérim du syndicat, Alain Boissonneault, ignore les raisons pour lesquelles ses membres ont rejeté l'entente. Des assemblées générales sont prévues d'ici la fin du mois de janvier afin de prendre le pouls des techniciens.

Selon M. Boissonneault, c'est la question des horaires de travail qui pose problème. Il reconnaît cepen-

dant que ses membres sont « très critiques ». « Ils ont vu trop de changements en même temps, dit-il. Ils ont vu trop d'assouplissements en un seul coup ».

Dans le but de sortir de l'impasse, Radio-Canada a fait une demande de conciliation auprès du ministre fédéral du Travail. Un conciliateur a été nommé, il s'agit d'Albert Maisonneuve, qui s'est dit prêt à rencontrer les deux parties dès le début de l'année 1997.

Les techniciens se prononceraient sur d'importantes concessions que leurs dirigeants syndicaux avaient acceptées, entre autres dans le but d'augmenter le volume de production

dans les studios de Radio-Canada.

Ces concessions auraient également permis de rapatrier à Radio-Canada la production d'émissions telles que *La Petite Vie* et *Moi et l'autre*, tournées dans les locaux de Télé-Métropole. C'est que les studios et les techniciens de ce télédiffuseur privé sont moins dispendieux.

Les producteurs privés auraient par ailleurs pu utiliser les studios et les techniciens de Radio-Canada. Actuellement, les techniciens de Radio-Canada sont les seuls à pouvoir utiliser l'équipement de Radio-Canada.

Enfin, une clause autorisait le travail « inter-unité », une forme de décloisonnement qui aurait permis à un réalisateur de faire de la caméra, à un monteur de faire de la réalisation, et ainsi de suite.

L'offre de Radio-Canada donnait l'assurance aux syndiqués que les mises à pied seraient limitées, à moins que d'autres compressions ne soient annoncées — au-delà des 414 millions de dollars déjà prévus.

Selon Daniel Gourd, directeur des ressources humaines à Radio-Canada et coordonnateur des négociations pour la partie patronale, seulement 25 emplois auraient été perdus sur une période de deux ans si une entente était intervenue. Sans entente, 60 techniciens 25 réalisateurs et 25 assistants, chercheurs et présentateurs risquent de perdre leur emploi en une seule année.

« Il y avait des projets [de téléromans] qu'on avait commencés qui sont interrompus. On arrête la production immédiatement », a ajouté Daniel Gourd.

« On avait un plan d'entreprise qui était stimulant, et là, on est tranquille en train de le démanteler. On trouve ça regrettable », a-t-il poursuivi.

« Si on n'arrive pas à une entente avec les techniciens dans les paramètres, c'est le début du démantèlement de la maison de production », a-t-il ajouté.

Fait à souligner, les réalisateurs ont accepté à 70 % l'offre de Radio-Canada au début du mois de décembre.

**BOULANGERIE PRÊT À PORTER**

**50%**  
DE REDUCTION

Selection de Vêtements Italiens de Haute gamme

- Manteaux
- Habits
- Vestons sport
- Pantalons
- Cbandails
- Imperméables doubles

Modification sur place

ÇA VAUT LE DÉTOUR D'ADOPTER  
**GIANTONIO**  
MAÎTRE TAILLEUR ITALIEN À VOTRE SERVICE DEPUIS 1959  
7396 ST-HUBERT, MTL. • 271-5771  
Ouvert le dimanche de 12h à 17h

**OMEGA**

LE CHOIX DE ELLE MACPHERSON

Nouvelle Constellation

Femme active d'aujourd'hui, Elle Macpherson mène une brillante carrière. Succès qui va de soi de par sa personnalité lumineuse, sa beauté naturelle et son charisme. Des qualités qu'elle retrouve dans son Omega, à chaque moment de sa vie de tous les jours. « Trust your judgement, trust Omega » - Elle Macpherson.

**Roger Roy**  
Horloger Bijoutier  
935, rue Lagachetière Ouest, Montréal  
Siège social du CN, tél. 861-4489

**MAISON Lalongé**  
Vêtements pour enfants

Que ce Noël soit très joyeux et l'année nouvelle qui commence très prospère

Jeanne & Roger Lalongé

L'hiver est enfin à nos portes!  
Cela signifie vêtements chauds et confortables. Cependant à la Maison Lalongé c'est le dégel des prix... Vous ne voudrez pas rater cette occasion inespérée d'économiser.

RABAIS sur toutes les collections	de 20% à 50%	Sur vêtements sélectionnés	Jusqu'à 75% de rabais
-----------------------------------	--------------	----------------------------	-----------------------

Encore plus de rabais: pas de taxes à payer jusqu'au 24 décembre

7088, Plaza St-Hubert, Montréal (Québec)  
(coin Jean-Talon, près du métro Jean-Talon, stationnement rue St-André)

(514) 273-3329

# GASTON MIRON.

## Le poète

Il vivra tant  
que vivront  
ses rêves

Gaston Miron est poète. Il fabriqua et vivait la poésie. De cette poésie qui n'est pas de la culture, qui ne se mesure pas en terme matériel, selon les normes des sociétés de production, où compte le nombre d'objets signés à valeur mercantile. Sa poésie n'est pas une succession de livres déposés sur les tablettes de l'inventaire artistique.

Cette poésie, c'est celle du faire, comme le veut l'origine grecque du mot. Faire, construire, bâtir le monde. Le poète est celui qui nous dit, nous raconte le monde, tel qu'il devrait être vu. Rimes, prosodie ou versification ne sont qu'inventions pour alimenter le discours autour de la poésie, fournir ainsi une matière pédagogique: choses utiles et à la fois inutiles.

Gaston Miron est ici. Toujours ici. Il vivra tant que vivront ses rêves, aussi longtemps que dans un pays on croira qu'un homme dit par ses mots la liberté de dire et de faire.

### Notre histoire

Gaston Miron est notre histoire. Il l'a fabriquée avec ceux et celles pour qui la survivance n'était plus assez, quand était venu le temps de l'affirmation, celui de signifier l'espace, le lieu, le geste.

Si certains nous ont quittés, d'autres continuent. Avec les Ferron, Pelletier, Riopelle, Mauffette, Hébert, Jutra, Godin, Leclerc, Gascon, et les autres, au temps de l'après-guerre, il s'était arrêté de parler pour devenir parole.

Gaston Miron est d'ici. De ce pays qui existe entre la survie, l'espoir et les factures d'épicerie. De ce Québec qui hésite entre bien être, savoir faire et être. Et c'est de cela en fait dont il nous parlait toujours, à chacun de nous, au hasard des rencontres, sachant l'hésitation dangereuse et que les calendriers des priorités doivent être établis en fonction de la foi que nous avons en nous-mêmes.

Gaston Miron est devenu notre créancier et notre débiteur. Nous lui devons tout. Il nous devait tout. Des dettes honorables.

Gaston Miron sera ce que nous aurons le courage d'être. Il nous voulait créateur, libre et respectueux. Souriant de la joie d'être. A nous de décider de la qualité de l'hommage à lui rendre. Par nos gestes, nos paroles. Et quand le geste est parole, «dis ce que dois» dirait Miron.

Le Devoir participe aujourd'hui à cette fête collective de la poésie en publiant en ces pages des textes qui témoignent, sous la signature de Pierre Nepveu, de l'écrivain qu'est Miron, de celle de Claude Beausoleil, du rôle d'ambassadeur qu'il tenait, avec Pierre Vadeboncoeur de l'homme qu'il fut et avec Jean Royer de l'éditeur qui mettait les mots des autres en livres. A cela s'ajoutent les témoignages sollicités et recus.

Normand Thériault

L'Homme rapaillé

## Le temps de la métamorphose

PIERRE NEPVEU

Il y a quelques années, Gaston Miron avait passé plusieurs mois comme écrivain résident au Département d'études françaises de l'Université de Montréal. Il tenait, personne ne s'en étonnera, de longues conversations tout à fait mironiennes avec les étudiants et les professeurs, et il intervenait de temps à autre dans des cours. Un soir, on l'invita à donner une grande conférence: tous ceux et celles qui y étaient s'en souviennent comme d'un événement unique. Ce fut la conférence au cahier noir. Ce cahier (je crois qu'il y en a eu plusieurs du genre) datait du tournant des années cinquante, avant *Deux sangs*, son premier recueil, publié avec Olivier Marchand, qui allait donner le coup d'envoi des Editions de l'Hexagone en 1953.

Les poèmes du cahier noir étaient des poèmes de jeunesse (Miron avait 22 ans en 1950), mais beaucoup de poètes qui ne s'appelaient ni Rimbaud ni Nelligan ont écrit de très bons poèmes avant ou autour de vingt ans. Paul-Marie Lapointe, par exemple, n'avait que dix-neuf ans lorsqu'il publia *Le Vierge incendié* en 1948. Or, les poèmes du cahier noir que lisait et commentait allégrement Miron avaient ceci de particulier qu'ils n'annonçaient en rien le chantre de «La marche à l'amour» et de «La vie agonique», ni même le poète de *Deux sangs*. C'étaient de mauvais, souvent de très mauvais poèmes.

Le jeune Miron aurait pu faire du sous-Saint-Denis Garneau, du sous-Alain Grandbois, du sous-Eluard: il écrivait plutôt des choses vieillottes et lourdes, décrochées de l'évolution moderne de la poésie. Ce débutant n'avait vraiment pas beaucoup d'avenir.

Pourquoi Miron commentait-il maintenant ses misérables tentatives de 1948 ou 1950? Pédagogue comme toujours, il voulait illustrer son manque de culture poétique à cette époque, lui qui était beaucoup plus féru de sciences sociales et politiques; mais du même coup, ce petit voyage en ingrate poésie faisait apparaître la mystérieuse discontinuité, l'extraordinaire saut qualitatif qui allait faire d'un novice en apparence peu doué, un poète de grande magnitude.

Dans cette fameuse conférence au cahier noir, Miron jubilait: regardez, disait-il, quels mauvais vers je griffonnais quelques mois encore avant d'écrire: «ô ton visage comme un nénuphar flottant» ou bien: «ta vie refoule dans son amphore/et tu meurs/ tu meurs à petites lampées sous tes semelles», dans ces poèmes de 1953 où l'on reconnaît en effet la voix unique de *L'Homme rapaillé*.

### Le grand saut

Ainsi donc, Miron était d'abord un poète «venu de loin»: venu de «la lente prostration des pères», d'une «pensée rocheuse» en mal de raison et de clarté, et de ces «régions exsangues» où il imaginait son esprit «comme du bois qui craque dans le froid». Le saut qualitatif qui allait le transformer presque du jour au lendemain en grand poète a dû s'appuyer sur une extraordinaire aptitude à sentir, corps et âme, cette aridité rocailleuse et humiliée, à éprouver avec effroi tout le silence qu'il y avait là: le silence de quelqu'un, le silence de tous.

Dans «La marche à l'amour», il parlera de sa «rage noire» et se dira «concasueur de désespoir»: c'est à partir du moment où Miron creuse dans cette matière dure et opaque l'espace

de son verbe et de son souffle qu'il abandonne sa vieille poésie usée pour accéder aux grands espaces de l'aventure poétique.

Ce qui rend *L'Homme rapaillé* si mémorable et bouleversant, c'est ce spectacle d'une intimité frissonnante (le mot «froid» est l'un des mots-clés de cette poésie), noire, entravée, s'offrant soudain aux forces insoupçonnées du chaos. Cette catastrophe nécessaire, elle ouvre d'emblée un paysage, un monde, un cosmos.

La «rage noire» devient «tous les saguenays d'eau noire de ma vie», le «désespoir» se fait «charges de bison dans la lumière», cela fonce et déferle, cela ne tient plus en place, disloque les phrases, fait craquer les images. «Tu craques dans la beauté fantôme du froid», dira Miron au pays laurentien, dans «Les siècles de l'hiver»: ce craquement dit à lui seul l'énergie première qui nourrit *L'Homme rapaillé*, il est le bruit même de la conscience refusant un monde lisse et mortel, jusqu'au cœur du froid le plus extrême.

Le travail incessant que Miron, en bon artisan, appliquait à ses poèmes, nous en apprend souvent beaucoup à ce sujet. Car le «miracle», la métamorphose de 1953, avait provoqué «non pas une poésie toute faite, donnée instantanément, mais avait plutôt ouvert un espace, un champ de possibilités où la voix de Miron s'essayait, déferlait, se reprenait.

Un poème paru dans *Le Devoir* en 1955 commençait ainsi: «Il y a des pays qui sont seuls avec eux-mêmes/ et jamais ne les rejoint le soleil». Quelques années plus tard, sous un nouveau titre, «Héritage de la tristesse», le même poème allait s'ouvrir autrement: «Il est triste et pêle-mêle dans les étoiles tombées/ livide, muet, nulle part et affaré, vaste fantôme/ il est ce pays seul avec lui-même et neige et rocs». Ce qui était dans la première version un simple constat général devient un cataclysme cosmique: voici un monde tout à l'envers, un monde de fin du monde où la solitude désemparée acquiert une grandeur épique. En même temps, «il y a des pays» devient «il est ce pays», passage du général au singulier, d'une évocation vague à une situation.

### La pensée politique

Cette transformation est sans doute liée à l'évolution de la pensée politique de Miron, mais elle a aussi une autre portée. Ce n'est pas seulement cette idée si souvent répétée, et si nécessaire aux petites ou aux nouvelles cultures, selon laquelle le particulier

(mon lieu, mon pays, ma culture, ma langue) est la voie vers l'universel, c'est l'intuition fulgurante que nous n'habitons pas d'emblée notre maison, notre espace, notre pays. Il faut que cela craque, il faut oser le chaos de vivre. Miron nous a réappris que la mémoire ne saurait être seulement sage, ni l'habitation tout à fait tranquille. Il n'a chanté ni la beauté du paysage des Laurentides croulant sous la neige de janvier, ni la splendeur du Saguenay roulant ses eaux fluviales entre les caps.

Les Laurentides, le Saguenay, l'hiver, Montréal, et tout le reste, il les saisit plutôt comme un élan de nous-mêmes, comme un violent désir d'être, et une infinie résistance à la mort.

Personne avant lui ne nous avait livré une telle leçon. La tradition québécoise s'est faite de beaucoup de sagesse, de résistance passive, de modération, de patience.

Pourtant, la «violence» de la poésie de Miron n'est ni celle de la pure folie (même s'il parle d'«aliénation délirante»), ni de la simple révolte (malgré de grands moments d'indignation et d'insurrection). *L'Homme rapaillé* ne s'arrête pas davantage à la dénonciation, à la charge en règle contre l'autre, qu'il s'appelle colonisateur, exploiteur, ou autrement.

Le grand livre inachevable de Miron chante plutôt le grand chaos qui est au-dedans de soi, la violence qui nous traverse et nous ouvre aux quatre vents du monde.

En fait, à même la plus âpre souffrance, la violence de Miron était foncièrement amoureuse: elle était «tourbillon du cœur» et «brouhaha des sens», et ce n'est pas par hasard que *L'Homme rapaillé* contient quelques-uns des plus beaux poèmes d'amour de ce siècle.

L'amour était pour lui l'élan suprême, capable de pulvériser la «pensée rocheuse» et de transformer en torrent la «rage noire»: seule violence justifiable, belles retrouvailles avec les tumultes et les petites apocalypses de l'âme et du corps.

«Au nord du monde nous pensions être à l'abri», écrivait-il dans un poème des commencements. Jusque dans ses ultimes poèmes, brefs, lumineux, il a porté poétiquement cette conviction qu'on ne saurait habiter ni le pays ni le monde en demeurant à l'abri des forces les plus obscures qui nous traversent.

Maintenant qu'il n'est plus, j'aime l'imaginer comme il imaginait lui-même ce «vieux Ossian aveugle qui chante dans les radars»: des oreilles se tendent, ici ou ailleurs sur la planète, en cette fin de siècle et dans le siècle prochain. Il ne faut pas, il ne faudra jamais que les ondes se brouillent.

Pierre Nepveu est écrivain et directeur du centre d'études québécoises de l'Université de Montréal.

La fin du passé

Naissance erratique, narrative de douleur,  
dans le tout d'une logique de l'écart fou  
qui me fait un sort dans un avenir dépaycé/  
de sorte qu'il n'est pas de répit de moi/  
homme du modernaire, à rebours de disparaître/  
dans une histoire en laisse de son retard.

GASTON MIRON

La fin du passé

Naissance erratique, narrative  
douleur, dans le tout d'une logique  
de l'écart fou/ qui me fait un sort  
dans un avenir dépaycé/ de sorte  
qu'il n'est pas de répit de moi/  
homme du modernaire, à rebours de  
disparaître, dans une histoire en  
laisse de son retard.

Gaston Miron. Texte du poème  
manuscrit donné à Lise Bissonnette  
au Salon du Livre de Québec, à  
l'automne 1995.

JACQUES LEDUC



«Les hommes entendront battre ton pouls dans l'histoire»

Gaston Miron

## GASTON MIRON, LE QUÉBEC VOUS SALUE

Le gouvernement du Québec rend hommage à Gaston Miron, cet immense poète qui a consacré toute son énergie à vouloir faire accéder le Québec au rang d'un pays riche d'une langue et d'une littérature, d'une culture et d'une histoire dont il s'est fait l'ardent défenseur à travers son écriture, son verbe et son engagement.

Louise Beaudoin

Louise BEAUDOIN  
Ministre de la Culture et des Communications

Québec

# • GASTON MIRON •

Témoignages

## Te voilà plus perdu que toute la neige

Ce jour-là tu abordais le territoire immense de l'éternité. Toi le familier des espaces de neige, tu t'envolais vers d'autres nébuleuses du pas de tir de Sainte Agathe P.Q. en ce Québec dont tu fis ton manteau et ton bâton de pèlerin, ce Québec que tu portais sur ton dos. C'était bonheur de te croiser aux quatre points cardinaux. De l'entendre chanter, turluter, dire et rire en ton inoubliable voix, à coup de mots et de ruine-babines. O mon Gaston te voilà «plus perdu que toute la neige». Je marche sur les chemins infinis de tes mots. Ces chemins-là ne s'arrêteront jamais, même si le faiseur de routes chemine en silence sous la terre. En même temps que la route s'ouvrait d'Havre Saint-Pierre à Natashquan, toi tu prenais la traverse, tu empruntais le traversier ultime pour gagner l'autre rive d'un fleuve plus large encore que le mythique St-Laurent. Si le faiseur de routes a pris son vol. Le chemin reste, familier et fraternel. C'est sur ce chemin là que je marche aujourd'hui. Tandis que j'entends dans les distances vibrer toutes les voix de tous tes amis du Québec et d'ailleurs qui chantent en souriant dans leurs larmes que c'est à ton tour de te laisser parler d'amour.

Julos Beaucarne

Le 19 décembre 1996 à Tourinnes la grosse

## Présent

Le 14 décembre 1996, à onze heures et demie du matin, un homme est mort. Rien qu'un homme. Tout un homme. Un des grands poètes de ce temps. Miron le magnifique. Miron l'archaïque. Miron le rogné de l'histoire. Miron l'homme de peine, frère de tous les hommes de peine. Miron le «pea soup». Miron le «damned Canuck». Miron l'humilié. Et Miron le résistant. Miron l'agacé, le brun, le farouche. Miron le camarade. Miron le prophète. Miron notre compagnon des Amériques. Miron, l'homme rapaillé. Nous n'avons plus que nos pauvres mots de pauvres pour dire notre peine. Cette peine qui nous serre la gorge. Et cette rage de voir quelques vieillards maléfaisants te survivre. Miron, nous n'entendons plus jamais résonner ton grand rire incendiaire, ton grand rire assassin, ton grand rire de corneille, annonciateur de dégel et de débâcle. Mais ta parole est vivante. Pour toujours. Et dans la noirceur d'ici qui gêne le soleil même, tu répondras «Présent», grand nous crierons ton nom, comme Neruda, cet autre compagnon des Amériques, mort dans la grande noirceur du Chili. Pour toujours tu es sur la place publique avec les tiens et la poésie n'a pas à rougir de toi. Salut Miron. Quand un résistant tombe, dix autres se lèvent pour ramasser son arme.

Pierre Falardeau, cinéaste

L'ambassadeur

## «Paris, c'est toujours la fête»

CLAUDE BEAUSOLEIL

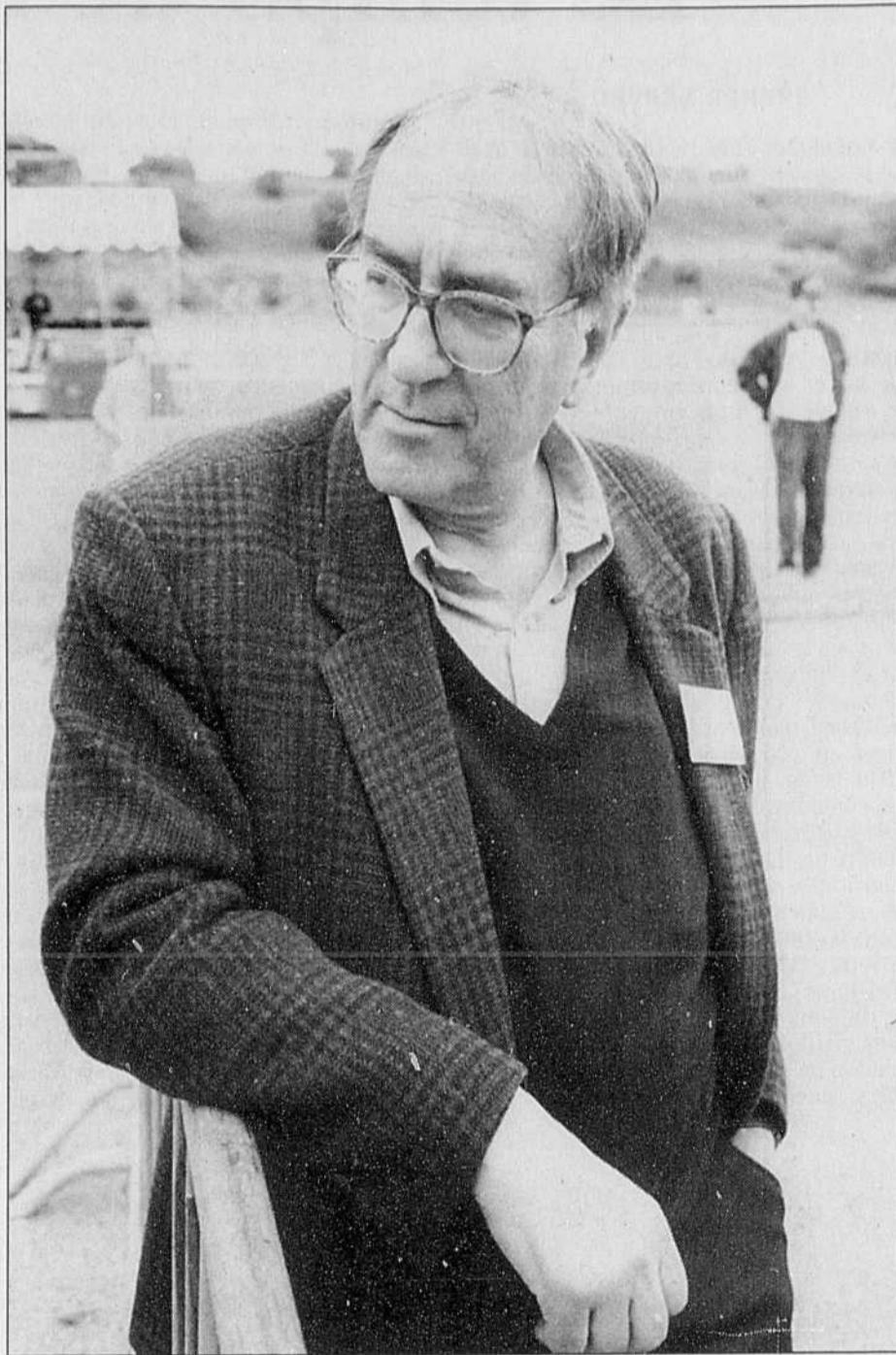
Gaston Miron aimait la France. Il savait faire partager cet amour. Les poètes de ma génération ont dit leur appartenance à la terre d'Amérique, mais Miron a toujours insisté pour que nous gardions aussi l'œil ouvert sur notre origine européenne, française. Cette culture, cette langue françaises, il les admirait et les considérait comme essentiels dans l'aventure de notre affirmation sur notre propre territoire et dans le monde. Pour Gaston Miron, la France était, après le Québec, le lieu privilégié de diffusion de notre culture.

Il fallait voir son regard s'allumer, complice, narquois, quand quelqu'un lui annonçait qu'il partait en France, qu'il se rendait bientôt à Paris, pour des vacances, pour des conférences, pour le lancement d'un livre ou pour un événement littéraire. Miron jubilait. Il donnait toute sa ferveur à cette personne qui partait pour Paris, qui allait dire là-bas ce que nous sommes, affirmer—encore ce mot qui lui ressemble tant—que notre culture, notre poésie existent et se portent bien. Combien de fois dans un séjour en France, ne s'est-on pas fait demander: «Et puis comment va le Québec, la poésie, et votre Gaston Miron?» Pour plusieurs intellectuels français, Gaston Miron était l'ambassadeur du Québec.

Gaston Miron aimait la France et la France le lui rendait. Il est connu et apprécié de tous les poètes français de notre époque, de Guillevic à Henri Meschonnic en passant par Maurice Roche, Charles Dobzynski, Michel Deguy, Pierre Oster, Alain Bosquet, Georges-Emmanuel Clancier, Lionel Ray, Gérard Le Gouic, Robert Marteau et tant d'autres, comme Dominique Noguez et Richard Millet. On le respecte, on sait la force de sa poésie, on devine l'énergie qui l'anime, celle d'un homme de parole qui parle en son nom et au nom de tous «en une seule phrase nombreuse».

### La culture universelle

À Paris, Gaston Miron refaisait le monde, riait, commentait, espérait de tout coeur que notre culture, notre littérature soit entendue par la France, circule et résonne dans le concert des cultures universelles. Il était le chantre de notre «version de vivre l'humanité, l'humanité québécoise». Avec chaleur, rarement découragé, il se passionnait pour tout indice de percée de notre réalité culturelle en France. Cet enthousiasme, il le transmettait à d'autres auteurs québécois qui étaient de passage, en apprentissage: il traversait la rue pour nous montrer une



JACQUES LEDUC

Gaston Miron aimait la France et la France le lui rendait.

plaque indiquant que tel poète, tel écrivain avait vécu dans cet immeuble. Ici vivait Robert Desnos, là est mort Verlaine, c'est ici que Freud logeait, c'est là que Pauline Julien a commencé à chanter. Et il fredonnait, pour toute la rue: «Paris c'est toujours la fête...»

Parfois lui donnait des ailes. C'est à l'Empire Céleste, ce restaurant chinois du Quartier Latin qu'il aimait tant, que nous nous sommes retrouvés plus d'une trentaine, le 15 juin dernier, après sa lecture à la Librairie du Québec, rue Gay-Lussac, cette librairie dont il avait salué avec joie l'ouverture. Quand il séjour-

nait à Paris, Gaston aimait se rendre à l'Empire Céleste, le dimanche midi surtout, pour déguster—et il prononçait en détachant bien toutes les syllabes—leurs fameux «a-vi-o-lis». C'est là qu'il conviait à sa table des amis français, des auteurs, des professeurs «québécoisants». Il les entretenait du Québec, de poésie et de son plaisir communicatif d'être en France, à Paris, tout en dessinant impeccablement des plans et des itinéraires détaillés sur la nappe de papier.

C'est à Paris que Gaston Miron est entré en contact avec plusieurs poètes de la francophonie. Edouard Maunick (de l'île Maurice), Werner Lambersy (de Belgique), Edouard Glissant (de Martinique) ou Tahir Bekri (de Tunisie) ont reconnu en sa poésie un chant fraternel. Le grand poète André

Frénaud lui a dédié une suite poétique, des poètes plus jeunes comme Serge Pey, Gérard Noirret, Guy Goffette, Philippe Delaveau ou Francis Combes lui rendent aussi hommage fréquemment, lors de colloques ou de lectures publiques. Le romancier Michel Host (Prix Goncourt 1987) a fait de lui un personnage de roman dans lequel il joue justement son rôle: Gaston Miron, poète québécois universel.

### Une histoire d'amour

Miron aimait la France et la France le lui rendait bien. N'est-il pas membre de la prestigieuse Académie Mallarmé et Commandeur des Arts et des lettres de la République française? N'a-t-il pas reçu le prix Apollinaire en 1981 pour cet *Homme rapaillé* qui n'en finit plus de créer des vagues de sympathie et d'admiration autour de lui? C'est une histoire de fidélité, une histoire d'histoire, de langue, et d'amour.

Poète du passage, de la continuité entre toutes les générations et toutes les esthétiques, il est poète de parole, du malaise de vivre comme de l'émerveillement d'être. Attentif à la poésie des autres, aux oeuvres des autres. Poète, comme on dit, humain. Unique dans toute sa complexité, il nous laisse ses mots, son courage et une éthique. Il nous laisse sa vision d'un poème intime et collectif. Il nous dit, c'est certain, que n'est pas fini. Mais de tout cela nous reparlerons, ici et là-bas, au Québec, en France, ailleurs encore, souvent, avec des anecdotes et beaucoup d'émotion, avec ses poèmes en mémoire, ses envois, sa musique. L'écouter raconter et lire, c'était entendre le son de sa sincérité, sa rythmique personnelle, faite d'oralité, d'une méticulosité extrême dans l'écriture et de «copiaux de mots» lancés à la «volée» au-dessus des grisailles de la vie quotidienne.

Ouvrage de l'inachèvement flamboyant, ouvrage du labeur de créer, de vivre et d'espérer, *L'homme rapaillé* incarne l'imaginaire québécois en marche. Gaston Miron aimait le Québec. Au plus creux de la noirceur, il s'entêtait à dire: «j'ai su qu'une espérance soulevait ce monde jusqu'ici» et il a insufflé une grandeur au coeur de notre humiliation. Avec lui, après lui, on peut envisager que, malgré toutes les difficultés, il sera désormais possible au Québec d'être écrivain et d'assumer le mot «natal» dans le sens d'une origine mais aussi d'un plein épanouissement, ce que Gaston Miron nous rappelle dans une belle scène du film *Les outils du poète* d'André Gladu. Né dans cette société, né de cette littérature, son art en est imprégné. S'il était intarissable sur la France, il l'était encore plus sur ses racines, les moindres mouvements littéraires, les voix et les textes fondateurs ou mineurs d'ici; il pouvait parler avec emportement d'un vers de Nérée Beauchemin, d'Eudore Evanturel, d'Alfred DesRochers ou d'Albert Lozeau et nous le rendre dans la lumière du présent. Gaston Miron savait nous communiquer cette simple vérité: notre littérature est jeune, mais elle n'est pas née d'hier. Il nous laisse: «l'avenir dégaillé, l'avenir engagé».

Claude Beausoleil est poète.



Hommage

à

GASTON MIRON

Poète et éditeur

ASSOCIATION NATIONALE

DES ÉDITEURS DE LIVRES

## Hommage à Gaston Miron



Je demande pardon aux poètes que j'ai pillés  
poètes de tous pays, de toutes époques,  
je n'avais pas d'autres mots, d'autres écritures  
que les vôtres, mais d'une façon, frères,  
c'est un bien grand hommage à vous  
car aujourd'hui, ici, entre nous, il y a  
d'un homme à l'autre des mots qui sont  
le propre fil conducteur de l'homme,  
merci.

L'homme rapaillé, Gaston Miron

Lettres québécoises

Le Centre d'études québécoises de l'Université de Montréal (Département d'études françaises)

partage le deuil  
des proches  
et de tous les amis  
et lecteurs de  
Gaston Miron,  
poète immense,  
homme des grands  
commencements.

«... et j'entends dans l'intimité de la  
durée tenant ferme le pays sans  
limites le vieil Ossian aveugle qui  
chante dans les radars.»



## Merci, Gaston



1497, Lavolette, C. P. 335  
Trois-Rivières (Québec) G9A 5G4  
Téléphone : 1.819.379.9813  
Téléphone : 1.819.376.0774



*«et j'élève  
une voix  
parmi  
des voix  
contraires»*

Photo: Josée Lambert

**GASTON MIRON**

**1928-1996**

sogides ltée

LE GROUPE  
VILLE-MARIE  
LITTÉRAIRE

● l'HEXAGONE  
vib éditeur  
TYPO

# • GASTON MIRON •

Témoignages

## La vie de tous

J'écris ces premières lignes à la main, et dès le premier mot j'ai eu envie de changer d'encre pour un hommage à Gaston Miron. Non pas pour imiter son écriture large, sa calligraphie expansive, mais pour entrer à mon rythme en consonance avec sa singulière générosité, pour laisser cliquer la mienne sur la sienne. Je parle de l'homme, de l'ami. Je viens, nous venons de le perdre en cette année terrible où un autre grand seigneur de poésie, ami très cher lui aussi, Gilles Hénault, est parti et où j'ai failli me perdre moi-même. Ce n'est pas d'une encre sympathique ou incolore que j'écris, mais d'une encre solidaire.

En 1961, dans un texte lu sur les ondes de Radio-Canada, (...) Gaston disait de Paul Eluard, à l'époque l'un de ses quatre compagnons de poésie avec Rutebeuf, Joachim Du Bellay et André Frénaud: «*Je le vois évoluer des limites du malheur à la vie de tous. A son exemple, c'est dans cette direction que je m'engage, car je vis toujours. Pour trouver, comme lui, les camarades et une fraternité.*» La vie de tous... La formule a de la maladresse ou une certaine naïveté, mais elle a de la chaleur et elle est indiscutablement signée Miron. (...)

J'écris pressé en ce moment, dans la hâte à dire beaucoup de choses importantes, conscient de les dire sans suite et de les abandonner à la découpe rudimentaire de simples notes. Il était pressé lui aussi, quand, enfin parvenu à me parler de vive voix après ma sortie de l'hôpital en octobre dernier, il me déclara: «*Maintenant, pour toi et pour moi, l'heure est venue des questions fortes. Nous n'avons plus à perdre de temps. Il faut nous battre, et la forme de la bataille c'est l'écriture. Nous avons à écrire, toi et moi.*» (...)

La dernière fois que je vis Gaston, il m'attira à lui, il m'embrassa.

Michel van Schendel

## Du haut des pyramides

Du bord du Nil, Gaston, je te salue. Dans l'eau du Nil, je pleure ton départ. Sur une barque solaire en route pour l'éternité, j'ai déposé ton nom. Parce que nous faisons partie, toi et moi, de la famille des poètes, et que nous partageons la même lutte pour la liberté et la tolérance artistique au sein du PEN. CLUB du Québec. (...)

En attendant, je te salue Gaston du haut des Pyramides de Guizeh, du fond de l'écho de mes temples anciens, de cette Egypte que tu m'as fait l'honneur d'aimer à travers mes écrits. Dès mon retour dans notre Pays des Neiges, ton pays que tu as aimé jusqu'à la déchirure, car toi, Gaston, tu savais bien comment s'aime un pays, j'irai tendrement déposer sur la tombe une feuille de papyrus. Pour te dire simplement que tu es éternel.

Mona Latif-Ghattas

JEAN ROYER

Le poète Gaston Miron a toujours affirmé qu'il était «*un homme d'action beaucoup plus qu'autre chose.*» Ce grand animateur culturel, fondateur des Éditions de l'Hexagone, était aussi un professionnel de l'édition. Et tous ceux qui l'ont côtoyé au fil des années dans ses rôles de libraire, de distributeur, d'agent littéraire et d'éditeur ont toujours su reconnaître avec quel professionnalisme il a défendu le livre québécois.

Dans une lettre à Claude Haeffely, le 27 octobre 1954, il écrivait: «*Je suis un animal d'action, bien plus qu'un type à écrire. Quand j'écris, c'est pour ne pas pérorer.*» (À bout portant, Leméac, 1989). Le devoir de l'action était la ligne de conduite de Gaston Miron, sinon sa seule mystique à côté de la nécessité de la poésie. Il écrira encore à son ami Haefely, le 15 décembre 1954, alors qu'il traverse une période difficile sur le plan personnel, ces lignes pathétiques: «*Je réussis quand même à vivre grâce à une ligne d'action à laquelle je m'accroche désespérément. Je deviens activités, gestes, êtres et objets. Je vis au primaire. Le primaire, c'est la vie tout court en danger. L'homme tout court à la limite de l'homme.*»

Ce Miron-là venait de fonder l'Hexagone avec ses camarades en 1953. Il cherchait à y faire un travail «*honnête*», tout en sachant que la nouvelle collection «*Les Matinaux*» n'était «*pas du grand art*». Mais la jeune édition québécoise était à la recherche de son visage personnel et Miron en soulignera deux apports dès 1954: «*Ce sens de l'artisan complet, comme chez toi [Haeffely] et Giguère, et ce sens de l'équipe à l'Hexagone.*»

Les jeunes poètes de l'Hexagone savaient ce qu'ils devaient à des devanciers comme Roland Giguère, qui avait fondé les éditions Erta, et comme Claude Haeffely, fondateur de la revue *Le Périscope* pour les poètes de la francophonie. Surtout, ces artisans cultivaient le sens professionnel. Jean-Guy Pilon, qui avait rejoint l'équipe de l'Hexagone dans les premiers mois qui ont suivi la fondation, se souvient encore aujourd'hui de «*la rigueur d'un Miron exigeant et pointilleux*» pour la conception et la fabrication des premiers livres. Jean-Guy Pilon, le compagnon indéfectible de Miron dans l'organisation de notre vie littéraire,

L'éditeur

## Un homme d'action



JACQUES LEDUC

Gaston Miron était aussi un professionnel de l'édition.

est devenu à son tour «*le grand patron*» de l'Hexagone (l'expression est de Miron) entre 1958 et 1960. Durant ces années, Gaston Miron était parti étudier les techniques de l'édition à l'école Estienne de Paris.

### Un travail professionnel

Le travail d'édition s'accomplissait en équipe et, comme l'a souvent répété Miron, «*c'est dans l'acte éditorial que nous prenions conscience du phénomène littéraire, c'est à partir et à travers un travail d'édition proprement dit: organisation, choix des manuscrits, fabrication, diffusion, que se développaient une réflexion sur la poésie et une certaine vision de la littérature.*» On voit que la rigueur intellectuelle de ces jeunes gens des années cinquante imposait aussi une rigueur éditoriale que Miron a été le premier à assumer. On refusait de faire du compte d'auteur et de risquer la complaisance, tout comme, affirmait aussi Miron, il y avait le «*souci d'innover et de faire "professionnel" sur le plan de la présentation graphique*», par exemple.

Gaston Miron gardera le même sens du professionnalisme tout le long de sa

vie dans le monde de l'édition. Car il aura fait tous les métiers dans le monde du livre, se gagnant le respect des autres professionnels. Libraire chez Beauchemin, il sera le mentor d'un Pierre Lespérance, qui lui en a toujours été reconnaissant. Distributeur chez Fomac/HMH, il s'engagera ensuite dans l'Association des éditeurs canadiens de 1963 à 1978. Agent littéraire de l'AEC, il représentera le livre québécois à Francfort, puis deviendra secrétaire de l'association et contribuera à l'essor de notre édition en compagnie de J. Z. Léon Patenaude, de Pierre Tisseyre et d'autres pionniers du monde du livre. Parallèlement à son travail de directeur littéraire à l'Hexagone, il s'occupera des relations publiques chez Leméac, durant les années 1970. A cette époque, il contribuera par son exemple et son sens pédagogique, à préparer des gens comme Pierre Filion et moi-même au travail d'édition. Au début des années 1990, Pierre Filion prendra charge des éditions Leméac et je quitterai le journal *Le Devoir* pour accepter la direction de l'Hexagone. D'autres jeunes éditeurs, tels Gilles Cyr à l'Hexagone, François Hébert aux Herbes rouges et

Marie-Madeleine Raoult à La pleine lune auront aussi profité des leçons de Gaston Miron.

### Le poème sous la loupe

Je n'oublierai jamais mes rencontres avec l'éditeur Miron pour la publication de mon premier livre de poésie à l'Hexagone en 1980. Chaque mot, chaque vers, chaque poème étaient étudiés à la loupe, retournés dans tous les sens, mis à l'épreuve de la langue et de la mise en page en vue de la publication.

Plus tard, en 1993, la situation sera inversée quand je deviendrai l'éditeur de *L'Homme rapaillé* pour l'Hexagone et la collection Typo. Mais l'exigence de Miron envers l'édition de la poésie, y compris la sienne, n'aura pas changé. Même rigueur à l'égard de ce qu'il appelait ses «*vers en souffrance*», refusant toute complaisance, cherchant l'absolu dans l'acte éditorial.

Quand, en prenant la barre de l'Hexagone, je l'ai invité à revenir dans la maison pour diriger la collection Typo, je savais que je ne pouvais pas avoir un meilleur guide dans mon apprentissage du métier d'éditeur. Avec son comparse Alain Horic, qui lui avait succédé à la direction de l'Hexagone de 1983 à 1991, Gaston Miron aura été notre maître éditeur.

Je le vois encore, ces derniers mois, expliquant à Jean-François Nadeau, son assistant pour Typo, et à toute l'équipe, qu'un titre doit pouvoir se lire de loin, discutant la révision linguistique d'un texte ou donnant des leçons de mise en page. «*Moi, j'ai appris à l'école Estienne...*» ajoutait-il en guise d'autorité et comme pour nous convaincre que le travail d'édition est une activité professionnelle.

C'est ce qu'il affirmait déjà en 1956 à l'un de ses camarades, avec la trop grande modestie qui l'habitait: «*la seule vie des formes qui me donne apparence de personnalité c'est notre travail en édition.*» En tout cas, le grand Miron avait une personnalité d'éditeur professionnel et nous sommes plusieurs à reconnaître aujourd'hui son précieux héritage. En fait, éditeurs, écrivains et lecteurs, nous sommes tous les héritiers de Gaston Miron.

Jean Royer est poète et directeur littéraire de l'Hexagone.

## GASTON MIRON (1928-1996)

hommes

il faut tuer la mort qui sur nous s'abat  
et ceci appelle l'insurrection de la poésie

«*Demain, l'Histoire*», *L'Homme rapaillé*

UNEQ  
Union des écrivains et écrivains québécois

## • GASTON MIRON •

Témoignages

### Le pays riche

Gaston Miron a consacré toute son énergie à vouloir faire accéder le Québec au rang d'un pays riche d'une langue et d'une littérature, d'une culture et d'une histoire dont il s'est fait l'ardent défenseur à travers son écriture, son verbe et son engagement. Né dans les Laurentides, ces vieilles montagnes râpées du Nord, comme il le disait, Gaston Miron n'a jamais renié ses origines modestes. Il aimait l'homme de la rue. Il faut l'avoir vu une seule fois palabrer au carré Saint-Louis autour de toujours et encore la même chose, le Québec en marche, pour saisir un tant soit peu ce qui le hantait jusqu'à la demesure. Car Gaston Miron était un homme de demesure, la seule qui convienne à un être de cette trempe pour qui le mot «identité» rimait avec liberté. Poète avant

toute chose, il croyait au pouvoir des mots et il s'en servait sur toutes les tribunes pour dire et redire le Québec devant des auditoires qu'il fascinait autant par l'authenticité de ses propos que par sa vaste connaissance des littératures du monde.

(...)  
Nous garderons de lui le souvenir d'un homme qui a tenu son rêve à bout de bras et à bout de mots. Puisse l'exemple de Gaston Miron, qui avait choisi la poésie comme lieu d'ancrage et de combat; nous inciter à poursuivre *La Marche à l'amour* pour un Québec souverain.

(...)  
**Louise Beaudoin**  
Ministre de la Culture et des Communications. Extraits de la déclaration à l'Assemblée nationale.

### L'homme collectif

Une mort attendue n'est pas moins brutale pour autant. On peut parfois s'accoutumer à la douleur; à la mort, jamais. L'âge venant, ça disparaît autour de vous, ça s'ameuse; les êtres que vous avez aimés, et les autres. Ceux-là partis, à mesure le monde s'appauvrit, une grisaille s'étend, vous trouvez moins de raisons d'espérer. Nous avons perdu avec Gaston Miron une part essentielle de notre devenir collectif, autant la classe écrivaine et intellectuelle que l'ensemble du Québec. C'est qu'il incarnait à lui seul, dans son œuvre et en lui-même, et depuis tant d'années, une image de notre destin incertain. Rarement a-t-on connu ici un homme et un poète aussi inextricablement consubstantiels. Il vivait son écriture, bouleversante de vérité

douloureuse, de bonheurs entrevus, d'enthousiasmes tourmentés. L'attachement qu'il suscitait était à la mesure de l'être entier qu'il était. (...)

Chez lui, le ton du poème est reconnaissable entre tous. Poète d'un seul recueil? plutôt d'un même poème qui ne commence ni ne finit, méandreux en ses reprises, ses retours et ses détours. La voix de stentor s'est tue à jamais: le poème de Gaston Miron continue, lui, de nous parler sans fin, de lui et de nous, dans les questions infinies et jamais closes tant que ce pays ne sera pas, tant que nous ne serons pas Nous, enfin. (...)

(...)  
**Jean-Pierre Duquette**  
Président, Académie des lettres du Québec

### Le discret

Premier lundi de mai 1957, six heures du soir, à la sortie de la librairie Beauchemin, un homme, inimaginable aux yeux de la jeune fille banale et inculte qui l'écoute, récite un poème auquel elle ne comprend rien, si ce n'est qu'il exprime une souffrance d'une acuité encore insoupçonnée d'elle.

Elle regarde, ébahie et inquiète, cet inconnu — son patron, depuis le matin — sortir de lui-même, toute voile dehors et qui, pourtant, elle en est immédiatement certaine, est un homme secret. Trente-trois ans plus tard, en 1992, Gaston Miron a vécu pendant quelques semaines chez moi, à la campagne, où nous avons réalisé notre anthologie des *Grands Textes indépendantistes, 1774-1992*. J'ai alors compris que cette discrétion, décelée au premier

jour de notre rencontre, était la source et au cœur de la qualité exceptionnelle de la vie sociale bien remplie de notre poète itinérant. À une remarque faite, il m'a simplement fait entendre que son expérience du secret était inextricablement liée à son expérience de la souffrance, que toutes deux l'avaient conduit à une saisie intime de la profondeur de l'existence de chaque existence humaine et aussi de son irréductible altérité. Ainsi, Gaston Miron, parlant et gesticulant, occupant sans cesse le centre du monde, savait d'emblée pénétrer l'âme d'autrui et la respecter. D'où, sans doute, les liens à la fois attachants et libres qu'il a su tout au long de sa vie tisser avec celles et ceux avec qui il partageait ses idéaux.

Andrée Ferretti

### Hommage à Gaston Miron



*Dans les lointains de ma rencontre des hommes  
le cœur serré comme les maisons d'Europe  
avec les maigres mots frileux de mes héritages  
avec la pauvreté natale de ma pensée rocheuse*

*j'avance en poésie comme un cheval de trait  
tel celui-là de jadis dans les labours de fond  
qui avait l'oreille dressée à se saisir réel  
les frais matins d'été dans les mondes brumeux*

L'homme rapaillé, **Gaston Miron**

XYZ éditeur

*Il y a vingt ans, la Société  
Saint-Jean-Baptiste de Montréal  
reconnaissait l'immense poète et  
patriote qu'était Gaston Miron  
en lui décernant le prix  
Ludger-Duvernay.*

*Grand inspirateur du Québec  
moderne, ardent défenseur de son  
indépendance, il a porté bien  
haut notre fierté nationale.*

*Le peuple québécois lui en sera à  
jamais reconnaissant.*



La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal  
Vouée à la promotion des intérêts du peuple québécois

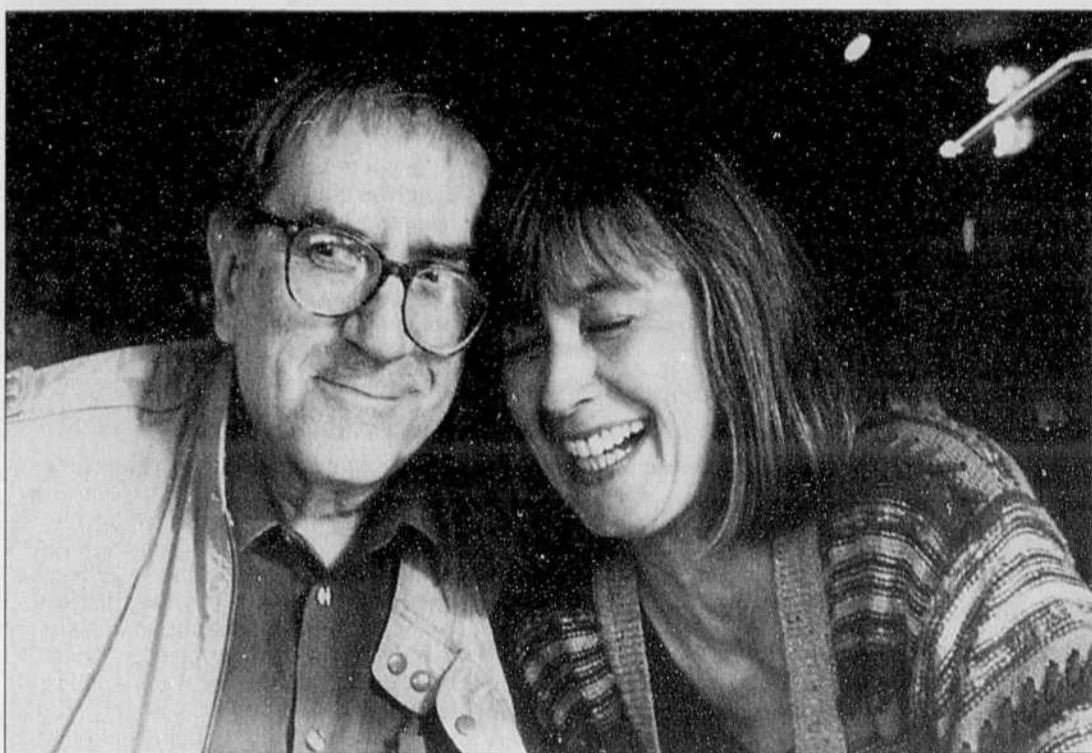
Maison Ludger Duvernay, 82 rue Sherbrooke Ouest  
Montréal H2X 1X3 Tél.: 843-8851 Télécopieur: 844-6369

L'Homme rapaillé  
Gaston Miron



CONSEIL  
DES ARTS ET DES LETTRES  
DU QUÉBEC

## La mort du poète



Gaston Miron et Marie-Andrée Beaudet, sa compagne photographiée par Jacques Leduc, auteur de toutes les photos publiées dans ces pages et prises pendant le tournage, en 1994, du film *Gaston Miron. Les Outils du poète* d'André Gladu.

Nous n'avons jamais traité Gaston comme un personnage, mais comme l'un d'entre nous tous et aussi comme l'un d'entre le peuple. C'est ainsi qu'il se concevait lui-même, du reste, et il n'a jamais cru, parmi nous, parmi tous, qu'on pût le regarder autrement.

De lui à tous et aussi à nous ses amis, et de lui au peuple comme à la nation, il n'y a jamais eu de degrés, c'est-à-dire de différence de taille à laquelle il aurait pensé ou que nous aurions nous-mêmes imaginée. Jamais il n'aurait eu l'idée de vouloir s'avantager par rapport à tous et par rapport à chacun. Cette idée ne lui est jamais venue, quoi qu'il pût penser de son talent; car il finit par y croire, à ce talent, tellement il lui fut confirmé et reconfirmé par l'extérieur et aussi par nous.

Je crois que l'œuvre poétique de Miron est tout simplement un sommet de la poésie d'expression française universelle contemporaine. Proclamer cela, c'est parler avec mesure, puisque cela reste dans l'exacte vérité.

(...)  
L'œuvre de Miron est une œuvre dont il ne conviendrait de parler que dans l'absolu, donc sans emphase aucune.

(...)  
Si, au cours des ans, nous passions par lui pour aller dans l'âme dont il était le lieu, il passait par tous, lui, pour y être aussi.

Son souvenir et son œuvre continueront pour nous ainsi. Nous nous souviendrons que, par son humanité et par sa poésie, nous étions dans les lieux les plus précieux de sa pensée. Nous nous rappellerons également que, lui-même, dans ces mêmes lieux, il était avec nous dans nos pensées à nous. Et il y était avec tous, et dans les pensées de tous.

Comment parler d'une grandeur quand cette grandeur est à hauteur d'homme et dans une telle authenticité? Justement, ce n'est pas un problème: hauteur et mesure, altitude et vérité, tout cela ici se confond, et l'excès n'en fait pas partie. Je sais d'expérience que de tels mots risquent de verser, par leur sens et par leur usage commun, dans l'exagération. Il n'y a pas d'exagération. Ce n'est pas notre faute si l'éternité peut être regardée à travers l'œuvre de Miron.

(...)  
Prenons par exemple la pensée politique de Mi-

ron. (...) Cette pensée est riche de peuple. Elle est avec tous. Soulignons-le aussi: elle n'est contre personne. Remarquons que ce trait-là, éminemment, ressemble à Gaston. Dans cette pensée, rien n'est froid, ni isolé, ni déraisonnable. Elle comprend, outre de la raison, beaucoup de communion. Elle ne tient pas toute seule en l'air. Elle est riche de valeurs, ainsi que d'une grande abondance de faits et d'intuitions. Elle embrasse beaucoup de réalité. Et d'esprit. Et de matière.

(...)  
Il a obtenu la gloire, mais il ne l'a jamais cherchée. Il n'a jamais cherché que ce qu'il cherchait, qui était au-delà et qui était au cœur.

(...)  
La gloire est quelque chose d'extrêmement rare. Miron reçoit celle qu'il n'a pas cherchée et c'est la seule véritable. C'est la seule pure et la seu-

le qui n'est pas condamnée.

(...)  
La poésie, l'art, c'est ce qu'il y a de plus proche de l'éternité, à part la mystique; et c'est l'éternité.

Voilà pourquoi nous sommes réunis, autour de Marie-Andrée, d'Emmanuelle et de leurs familles, nous, les amis, et le peuple, et la nation, et le corps de l'État. C'est pour regarder, à travers la poésie de Miron et à travers l'existence qui la portait, ce qu'il libérait, ce qu'il libère.

Tout cela est ouvert vers le jour.

(...)

**Pierre Vadoboncoeur**  
Extraits de «Hommage à Gaston Miron»,  
texte lu par Gilles Pelletier aux funérailles du poète.

### Un ami

Nous nous sommes connus en 1951. Gaston Miron fut pour moi un ami indéfectible, un compagnon de route merveilleux dans les sentiers de la poésie, dans l'aventure de l'édition et dans la recherche d'un pays désiré. Jamais une ombre entre nous, jamais de heurts, une amitié franche et sincère que nous partagions joyeusement. Il est plus qu'un grand poète: un porte-

parole, un étendard, une voix qui claqua au vent et qu'on n'a pas fini d'entendre. Les poètes ne meurent pas, leurs mots restent gravés, imprimés dans nos jours et nos nuits. La mort ne peut pas bâillonner la poésie et surtout pas celle de Miron. La marche à l'amour ne s'arrêtera jamais.

Roland Giguère



in memoriam

**Gaston Miron,**  
poète bagarreur,  
engagé de la parole,  
témoin devant l'histoire

LES PRESSES  
DE L'UNIVERSITÉ  
DE MONTRÉAL

GASTON MIRON

In memoriam

La geste du poète Gaston Miron  
appartient maintenant à l'épopée de la liberté.

L'homme a vécu  
debout devant l'Histoire,  
la conscience vive et lumineuse,  
les mots à bout portant.

Le voilà qui repose dans sa terre du Québec,  
le voilà qui s'envole dans la poudrière  
de ses poèmes  
vers l'étrange éternité,  
le voilà parmi nous familier  
comme un air d'harmonica.

LEMÉAC ÉDITEUR

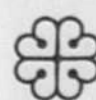
C'est avec une vive émotion que les  
Montréalais ont appris le décès de  
Gaston Miron.

Peu de mots peuvent exprimer le vide laissé  
par ce poète engagé.

Pour la suite des choses, son œuvre demeure  
une source dont chacun pourra  
passionnément s'inspirer.

Merci Gaston Miron.

*Cam Brou*  
Pierre Bourque  
maire de Montréal



Ville de Montréal

# LE DEVOIR

## POLITIQUE

Promotion de la souveraineté

### Le Bloc doit prendre la relève du PQ

*Le gouvernement Bouchard en a plein les bras, soutient Yves Duhaime*

La campagne à la direction du Bloc québécois est résolument enclenchée avec la participation de cinq candidats déclarés auxquels se joindront trois autres aspirants en début de semaine. Dans des entrevues au *Devoir*, deux d'entre eux ont exposé leur vision de la mission du Bloc. Avocat et conseiller en gestion auprès des présidents d'entreprise, Yves Duhaime se décrit comme un pragmatique qui voudrait que le Bloc prenne toute la place qui lui revient dans la croisade souverainiste. Professeur de droit international, néophyte de l'action politique, Daniel Turp est davantage préoccupé par le ressourcement de la pensée et du personnel politique du Bloc.



Yves Duhaime se décrit comme un pragmatique.

mille souverainiste. Au cours de cette campagne au leadership, il exploitera cet avantage dont il jouit sur les autres candidats, il renouera avec les militants des comtés et il effectuera une tournée des régions du Québec à compter du 12 janvier.

L'optimisme qu'il affiche en vue des prochaines élections, il le fonde sur la confiance, la détermination, la motivation, l'enthousiasme et *l'injection d'énergie que j'apporte avec ma candidature*. Mais il y a plus. À son avis, les conservateurs vont effectuer une remontée et la division des voix fédéralistes va permettre au Bloc de se maintenir en force. Et il est plus convaincu que jamais d'être en mesure d'infliger une défaite électorale à Jean Chrétien dans le comté de Saint-Maurice. Enfin, il lui paraît évident, les relations étant ce qu'elles sont entre Jean Chrétien et Daniel Johnson, que les libéraux fédéraux ne peuvent miser sur la contribution du PLQ.

S'il devient chef du Bloc, Yves Duhaime tournera la page sur les querelles internes qui ont miné l'efficacité du parti au cours des dernières semaines. Il sait qu'il lui faudra refaire l'unité et il se propose de mener les choses d'une main ferme. Il en aura d'ailleurs besoin à voir le nombre d'aspirants qui entendent se lancer dans la course. Les candidatures de Gilles Duceppe, Rodrigue Biron et Jean Alfred sont déjà connues. En début de semaine, Francine Lalonde et Pierrette Venne les imiteront. Peut-être même Jean Garon, dont l'intérêt est grandissant depuis le désistement de Jacques Parizeau.

PIERRE O'NEILL  
LE DEVOIR

Les péquistes sont trop occupés à gérer le Québec, *ils en ont plein les bras*, constate Yves Duhaime, qui croit que le Bloc québécois devrait prendre le leadership de la promotion de la souveraineté.

*«À l'instar du premier ministre Bouchard, les Landry, Rochon, Marois, Harel et Chevette n'ont plus le temps de s'occuper de la souveraineté, c'est au Bloc que cette mission devrait être confiée»*, a déclaré hier l'ancien ministre péquiste dans une entrevue au *Devoir*.

Premier candidat déclaré à la succession de Michel Gauthier, il trouve essentiel de procéder à une nouvelle répartition des tâches entre les leaders bloquistes et péquistes. À son avis, ceux qui faisaient jadis la force du Parti québécois, les meilleurs cerveaux, les meilleurs animateurs, communicateurs, stratèges et analystes politiques, sont maintenant passés au

gouvernement. Certains ont été élus députés, d'autres sont devenus ministres, et un très grand nombre assument des fonctions de conseiller dans des cabinets ministériels. *«Il s'est créé un vacuum et c'est au Bloc qu'il revient de prendre la relève, avec le Conseil de la souveraineté et les Partenaires de la souveraineté.»*

La nécessité d'actualiser les rapports entre le gouvernement péquiste et le Bloc figure d'ailleurs au premier rang des préoccupations de M. Duhaime, qui trouve essentiel que le partage des responsabilités soit caractérisé par la clarté. C'est pour lui la meilleure façon de s'assurer qu'il n'y aura pas de malentendu, quoiqu'il trouve saines les *«tensions créatrices»* qui existent entre les deux formations politiques.

Yves Duhaime avoue volontiers qu'il n'est pas le candidat favori de Lucien Bouchard, qu'il a connu à l'occasion de la mémorable ronde de négociations de 1982 avec les employés du secteur public et qu'il a revu à quelques re-

prises alors qu'il était ambassadeur du Canada à Paris. Il qualifie de cordiaux ses rapports avec le premier ministre, dont on sait par ailleurs qu'il préfère la candidature de Gilles Duceppe.

Néanmoins, il peut compter sur l'appui des ministres Bernard Landry, Guy Julien et Sylvain Simard. Il lui paraît également fort significatif que 16 députés du Bloc québécois le préfèrent à Gilles Duceppe pour les conduire aux prochaines élections. Il trouve d'ailleurs désolant que le député de Laurier-Sainte-Marie souhaite faire élire seulement 38 députés aux prochaines élections alors que le Bloc en compte 53. Consi-

dérant qu'au référendum de 1995, les Québécois de 60 comtés ont voté pour le OUI, M. Duhaime s'est donné pour objectif de faire élire 55 bloquistes.

Souverainiste de la première heure, M. Duhaime a adhéré au MSA de René Lévesque en 1968, puis au PQ en 1969. Défait aux élections de 1970 et 1973, il a finalement été élu en 1976. En neuf ans de gouvernement, il a été titulaire de quatre ministères: Tourisme, Chasse et Pêche; Industrie, Commerce et Tourisme; Énergie et Ressources; Finances. Cette feuille de route, croit-il, témoigne des liens étroits et profonds qui l'unissent à la grande fa-

### Turp mise sur la base militante

*L'aspirant candidat partage la vision de Parizeau quant au salutaire afflux de sang péquiste au Bloc québécois*

PIERRE O'NEILL  
LE DEVOIR

Président de la commission politique du Bloc québécois, Daniel Turp estime plus important d'avoir l'appui des militants que celui des députés pour se faire élire à la direction du parti.

C'est sur la base de cette conviction que ce professeur de droit international à l'Université de Montréal songe à briguer la succession de Michel Gauthier. *«Les députés ont un rôle important, mais ce sont les membres qui vont élire le prochain chef.»*

Au cours d'une entrevue au *Devoir*, Daniel Turp a témoigné des deux expériences qu'il a vécues avec les militants bloquistes. D'abord à l'occasion de l'élection partielle dans le comté de Papineau et, plus récemment, lors du congrès d'investiture qui lui a permis de devenir le porte-étendard bloquiste du comté de Beauharnois-Salaberry.

Il en a retenu l'évidence de l'irrésistible force du militantisme politique. À son avis, s'il est vrai que les députés sont en position d'influencer les membres de leur associa-

tion en faveur de l'un ou l'autre des aspirants, l'inverse est également vrai. *«Moi, je mise sur la base militante.»*

Aussi est-il pleinement d'accord avec l'appel lancé par M. Parizeau aux souverainistes, les invitant à investir le Bloc. *«On a besoin de nouveaux membres pour rafraîchir le membership, pour préparer la prochaine campagne électorale.»*

Conscient que certaines de ses plus récentes prises de position ont pu le priver d'appuis au sein du caucus parlementaire, le professeur Turp note néanmoins que Gilles Duceppe est bien loin d'avoir fait le plein et qu'il reste encore des dizaines de députés disponibles, disposés à l'écouter.

L'intérêt de Daniel Turp pour la fonction de chef du Bloc est incommensurable, mais il se donnera quelques jours de réflexion de plus avant d'annoncer sa décision. Tout comme si elle était déjà prise, il s'est entouré d'un groupe de jeunes conseillers et il est en train de mettre sur pied une organisation avec des modules dans toutes les régions du Québec.

Pourquoi lui plutôt que Gilles Duceppe ou Yves Duhaime? Parce que, dit-il, le prochain chef du Bloc devra avoir de l'énergie, du dynamisme, des idées neuves; un chef progressiste, dédié à l'émergence d'une société plus juste et généreuse; un chef d'envergure qui incarne le Québec moderne.

Et si les bloquistes l'éisent à la présidence de leur parti, Daniel Turp leur fera connaître de nouveaux succès électoraux. Alors que Gilles Duceppe se contenterait de faire élire 38 députés, Daniel Turp croit qu'il faut se fixer un objectif beaucoup plus ambitieux et dépasser même le nombre des 54 sièges obtenus en 1993. Il suggère de laisser la barre à où Lucien Bouchard l'avait placée, à 60 députés.

Comment convaincre les Québécois d'accorder un renouvellement de mandat au Bloc? En faisant le procès politique du gouvernement de Jean Chrétien, en faisant la démonstration qu'il n'a pas défendu les intérêts du Québec et qu'il n'a pas satisfait les aspirations nationalistes des Québécois. De l'avis de M. Turp, l'électorat n'aura d'autre choix que de voter à nouveau en faveur du Bloc, considérant que les libéraux ont plagié l'essentiel du programme du Reform Party pour effectuer leur virage à droite. Également parce que les orientations politiques du Parti



Daniel Turp

conservateur sont en retard sur la réalité québécoise et qu'il ne suffit plus d'avoir un chef populaire pour mériter la confiance de l'électorat.

Sur le fond des choses, Daniel Turp souscrit pleinement aux suggestions de Jacques Parizeau. Se disant *«souverainiste depuis toujours»*, il ne fait aucune doute dans son esprit que la souve-

raineté est un préalable au partenariat, que le discours du Bloc doit être prioritairement axé sur la souveraineté, même au Canada anglais. Ce qui, à son avis, est essentiel pour que les Canadiens comprennent et apprécient le projet québécois de partenariat. *«Je suis d'accord avec M. Parizeau; c'est vrai qu'on n'en parle pas assez.»*

### L'autonomie du BAPE menacée?

*La nomination d'André Harvey inquiète le milieu environnemental*

LOUIS-GILLES  
FRANCEUR  
LE DEVOIR

Québec a annoncé hier la nomination d'André Harvey, jusqu'ici sous-ministre adjoint responsable des évaluations environnementales au ministère de l'Environnement et de la Faune (MEF), à la présidence du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE).

La nomination de ce haut fonctionnaire a été accueillie avec déception par certains leaders des principaux groupes environnementaux québécois et avec découragement au sein du BAPE, où on espérait la nomination d'une personne manifestement indépendante des forces politiques et de l'appareil gouvernemental.

Le BAPE était sans président depuis près de deux ans, soit depuis le départ, au printemps de 1995, de son ancien président, Bertrand Tétrault. Ce dernier avait été un haut fonctionnaire du MEF, comme son successeur maintenant. La vice-présidente Claudette Journault, qui a assuré l'intérim, est aussi une ancienne fonctionnaire de haut niveau du MEF.

Au cours de la dernière campagne électorale, le premier ministre Jacques Parizeau avait promis de «dépolitiser» le BAPE où l'on retrouve, en plus des ex-hauts fonctionnaires, des commissaires et employés qui ont occupé des fonctions politiques. Cette promiscuité du politique et de la machine gouvernementale a provoqué une crise de crédibilité qui perdure.

Responsable des évaluations environnementales depuis 1992, André Harvey a préparé la plupart des décrets qui ont permis ou esquissé les recommandations des récentes commissions du BAPE. M. Harvey est un diplômé en génie civil de Laval. Il a poursuivi ses études en aménagement hydraulique à l'université de Waterloo. Responsable de l'exploitation des barrages au Québec à la fin des années 70, on lui a confié ensuite le recyclage au MEF puis la direction des ressources hydriques.

Pour Harvey Mead, le président de l'Union québécoise pour la conservation de la nature (UQCN), c'est une décision *«décevante»* parce que le nouveau titulaire *«aurait dû être quelqu'un de l'extérieur.»*

*«Le BAPE, explique celui qui a été le prédécesseur d'André Harvey aux évaluations environnementales du MEF, est déformé depuis plusieurs années parce que souvent trop près des différents pouvoirs»*, et l'amputation des responsabilités du BAPE dans le domaine énergétique au profit de la nouvelle légie ne va pas renforcer, à son avis, l'idée que Québec mise sur la démocratie directe en environnement.

François Tanguay, directeur de Greenpeace-Québec, utilise lui aussi spontanément le qualificatif de *«décevant»* en ajoutant que *«si ce genre de nomination préfigure l'indépendance que le gouvernement entend accorder à la Régie de l'énergie, cela va être dramatique.»*

*«On ne peut pas dire, dit-il, que Québec donne comme signal qu'il entend restaurer la crédibilité et l'indépendance du BAPE et des responsables des consultations publiques, ceci dit sans égard aux qualités personnelles du nouveau président.»*

Au BAPE, certains allaient jusqu'à dire hier que le nouveau président était depuis quelques années *«l'ennemi numéro un»* par les efforts qu'il aurait déployés pour permettre aux promoteurs d'éviter le test des audiences ou pour contourner les recommandations les plus courageuses des commissions dans de nombreux dossiers.

**Henriette**

Sonia Rykiel  
Mugler  
Stéphane Kélian  
Lolita Lempicka  
Dorothee Bis  
Emmanuelle Khanh

1031 Laurier Ouest  
Outremont  
277-3426

IMPORT DESIGN

**ACTUEL 5**

RÉDUCTION  
**25% à 50%**

Meubles, lampes  
et accessoires

POUR MIEUX VOUS SERVIR  
TÉL.: **335-0705**

robert ackermann,gg  
JOAILLER GOLDSMITH  
1310-540 avenue green  
westmount/qué. h.3z 2b2  
téléphone:(514) 939-5651

ROUNDABOUT  
Boucles d'oreille et épingles,  
disponibles en divers combi-  
naisons de métaux nobles et  
de pierres précieuses.  
Il y a des bagues (pour elle  
et lui) et des pendentifs.

TOUS NOS BIJOUX SONT  
CONCUS ET EXECUTES  
DANS NOS ATELIERS

SUR RENDEZ-VOUS  
MEMBRE DU COMITÉ ST-LAURENT

loto-québec

25 000 \$

Tirage du 96-12-20 111C738  
(numéros non décomposables)

96-12-01 574A595	96-12-11 196C737
96-12-02 440C361	96-12-12 471C413
96-12-03 547D997	96-12-13 466B798
96-12-04 309C042	96-12-14 319B085
96-12-05 132C832	96-12-15 210D177
96-12-06 331B049	96-12-16 574D113
96-12-07 533D412	96-12-17 533D852
96-12-08 279A636	96-12-18 341C864
96-12-09 504A636	96-12-19 378A884
96-12-10 398D253	

Les modalités d'encasement des billets gagnants paraîtront au verso des billets. En cas de départi entre cette liste et la liste officielle, celle dernière a priorité.

1 lot de 25 000 \$ chaque jour du 1<sup>er</sup> au 31 décembre

• POLITIQUE •

# «Oncle Jean» déclasse le père Noël

GILLES LESAGE  
DE NOTRE BUREAU  
DE QUÉBEC

Avec la pénible saga de la TPS, Jean Chrétien décline même le père Noël et ébranle la confiance populaire.

La fureur suscitée par la dérobade du premier ministre concernant la taxe sur les produits et services (CBC, le mardi 10 décembre) fait tache d'huile, de Terre-Neuve à Vancouver. Même après ses «excuses» de mardi dernier, on continue de jeter les hauts cris, de façon presque unanime.

Depuis qu'il a été pris à partie par une citoyenne, écrit *The Chronicle Herald*, de Halifax, M. Chrétien ne cesse de s'enfoncer dans les sables mouvants. «Les Canadiens pensent que les libéraux les ont floués au sujet de la TPS et ils ont besoin d'être persuadés, pas tyrannisés, au sujet de l'harmonisation [des taxes provinciales et fédérales]. Si M. Chrétien pense régler ce problème, il devrait y faire face ouvertement.»

«M. Chrétien s'est placé dans une situation très difficile, écrit *The Telegraph Journal*, de Saint-Jean (Nouveau-Brunswick); pour s'en tirer honorablement, il aura besoin des habiletés et de la virtuosité de Houdini. Si le premier ministre réussissait à se libérer de ses entraves et de ses chaînes, suspendu au-dessus des chutes Niagara, nous ne serions pas plus impressionnés.»

«Cessez de patiner, avait intimé *The Toronto Star*, la semaine dernière, en éditorial. Les gens qui ont des problèmes attendent plus d'un premier ministre qui veut renouveler son mandat qu'un avis de déménagement ou de se lancer en affaires, ou une expression de sympathie, si bien sentie soit-elle.»

Reputé *columnist* pour *The Toronto Star*, Richard Gwyn déplore que M. Chrétien se soit comporté, dans cette affaire, en politicien ordinaire, jouant sur les mots et consultant les coupures de journaux. Ses excuses tactiques, du bout des lèvres, prouvent qu'il n'a pas entendu ce que les Canadiens tentent de lui dire. «Ce n'est pas que les Canadiens n'ont plus confiance en lui. Mais ils ne croient plus qu'il les écoute sans opposition tout près, au Parlement et dans le pays [...] pour le forcer à les écouter.»

M. Chrétien peut se remettre de la gaffe de la TPS, opine Rosemary Speirs, également *columnist* pour *The Toronto Star*, mais il en restera endommagé. «L'apologie réticente de Chrétien, c'est mieux que rien, toutefois, et peut aider son gouvernement à récupérer, après cette semaine désastreuse. Des libéraux prétendent même que la débacle de la TPS sert de sonnet d'alarme pour un parti qui dériverait vers l'élection de l'année prochaine, tenant pour acquis qu'une autre majorité libérale était déjà dans le sac.»

Ce n'est pas un mensonge ordinaire, titre *The Toronto Sun* en édito, c'est un gros mensonge («a whopper»!).

*The Ottawa Sun* se déchaine, deux fois plutôt qu'une. Les mêmes taches finissent toujours par réapparaître sur le léopard libéral, écrit Ro-

bert Fife, évoquant les pieux mensonges de King et de Trudeau, avant ceux de Chrétien. «Le grand péché des libéraux, toutefois, ce n'est pas leur cynisme inné mais leur arrogance. Après quelques années au pouvoir, ils deviennent fats, suffisants, tenant les électeurs pour acquis.»

Dans le même *Sun* de la capitale, Sean Durkan met en doute la sincérité des excuses de M. Chrétien, lundi soir, à l'insistance de ses conseillers retors. «A voir les sourires sur leur visage, ils ont vraiment l'impression que le mea-culpa mitigé de M. Chrétien entertera toute l'affaire. Ils se trompent. Car il continue de s'éreinter dans la zone crépusculaire de la TPS.»

M. Chrétien doit vite se ressaisir, écrit Giles Gherson, *columnist* pour *The Southam News*. Populiste, il doit reprendre contact avec les Canadiens, comme il l'avait fait en 1993. Autrement, sa faible performance récente, l'affaire de la TPS, inciteront les électeurs à y regarder de plus près, à le réévaluer. S'il ne se ressaisit pas, il y aura effet boomerang des trop nombreux Canadiens qui se sentent abandonnés en marge de la nouvelle économie. Et ils renverront le gouvernement chez lui.

*The Ottawa Citizen* est revenu sur le sujet à de multiples reprises. En voici des extraits. «Jean Chrétien, comme les anciens premiers ministres, restera dans la mémoire surtout pour de fameux échanges avec les citoyens ordinaires», dont son attitude défensive devant

Mme Savoie au sujet de la TPS. *The Citizen* en fait d'ailleurs sa femme de l'année. «L'oncle Jean doit cesser de dériver et mettre au point un programme de création d'emplois.» «Le plus gros mensonge du premier ministre, c'est qu'il s'agit, selon lui, d'une «erreur de bonne foi»».

Chrétien aurait dû s'excuser plus tôt, titre *The Leader Post*, de Regina. «S'il l'avait fait, il aurait épargné à son parti une situation potentiellement dangereuse. Pour l'heure, il a fourni à de nombreux Canadiens des raisons de douter de lui et d'eux-mêmes.»

Le premier ministre en prend à son aise avec la confiance populaire, analyse *The Vancouver Sun*. Ce qui l'aide, c'est qu'il n'est pas Brian Mulroney, mais son voyage gratuit (*free ride*) ne durera pas toujours. Le surprenant Chrétien a même déclassé le père Noël avec ses mésaventures autour de la TPS. A travers tout le rouge vif des Fêtes, il y a même du sang rouge de premier ministre dans la neige, ironise le quotidien de Vancouver, sous le titre «Winter wunderkind». Le chômage et les problèmes économiques sont des pièges qui pourraient bien amener une conclusion abrupte à la promenade en traîneau de M. Chrétien.

Pour *The Vancouver Province*, M. Chrétien est même devenu la version fédérale de Pinocchio.

De tous les journaux recensés, seul *The Winnipeg Free Press* jette un peu de baume sur les plaies de M. Chrétien, probablement en guise, de la part du TROC, de cadeau de Noël.

## REVUE DE LA PRESSE ANGLOPHONE



# Le fédéral doit faire plus, selon Boisclair

MARIE-ANDRÉE  
CHOUINARD  
LE DEVOIR

Le ministre délégué aux Relations avec les citoyens et à l'Immigration, André Boisclair, juge que la ministre Lucienne Robillard «a fait un pas dans la bonne direction» avec l'annonce de modifications à certains programmes d'immigration mais qu'on devra en faire davantage afin d'accélérer le processus non seulement de renvoi des ressortissants étrangers mais aussi d'examen de leurs demandes d'asile.

«Les modifications annoncées visent à accélérer le processus en aval mais il est clair que rien ne changera le fonctionnement en amont, et c'est ce qu'il

faudra faire aussi», a expliqué André Boisclair hier, après avoir pris connaissance des modifications annoncées jeudi par la ministre fédérale de la Citoyenneté et de l'Immigration, Lucienne Robillard.

L'objectif que visent non seulement Ottawa mais aussi Québec — qui accueille près de la moitié des ressortissants étrangers — est d'éviter que l'on utilise les demandes de statut de réfugié comme une voie d'accès facile au statut de résident permanent. En annonçant, parmi les modifications, son intention d'éliminer dès mars prochain l'IMRED (cette catégorie de ressortissants à qui le statut de réfugié a été refusé mais qui, ne pouvant retourner dans leur pays d'origine,

restent suffisamment longtemps au Canada — trois ans — pour être en mesure d'avoir accès à la résidence permanente), Mme Robillard réalise l'un des souhaits de Québec d'accélérer le processus.

Mais le ministre Boisclair demande à la ministre Robillard d'étudier de plus près la première étape du processus d'admission d'un ressortissant étranger, soit les mesures de recevabilité des demandes d'asile. «Actuellement, nous parlons de délais moyens d'un an pour l'examen d'une demande de statut de réfugié», a expliqué André Boisclair. C'est suffisamment long pour permettre à une personne de s'intégrer à la communauté, ce qui rend encore plus inhumaine une procédure de renvoi.»

Le ministre invite d'ailleurs son homologue fédérale à se pencher sur des mesures de recevabilité des demandes d'asile, suggérant ainsi d'éventuelles ententes de partage avec des pays tiers, dont les États-Unis. «Nous aimerions aussi pouvoir discuter avec la ministre de la définition de délai raisonnable au delà duquel le gouvernement fédéral assumerait les coûts attachés à la présence de ces personnes chez nous.»

Au Québec, de janvier à août 1996, seules 36 des 8837 décisions relatives à la recevabilité ont été rejetées. «Ultimement, nous souhaitons réduire le caractère attractif du système canadien et alléger les procédures», a expliqué le ministre Boisclair.

## L'interdiction de l'amiante

# L'effet domino n'atteindra pas le Maroc

PRESSE CANADIENNE

Marrakech — L'effet «domino» que redoute le Québec dans le dossier de l'amiante n'atteindra pas le Maroc.

Le ministre québécois des Relations internationales, Sylvain Simard, a en effet annoncé hier au terme d'une visite de près d'une semaine au royaume chérifien que l'idée d'inter-

dire l'amiante avait été écartée par les autorités marocaines sur la foi de rapport scientifique établissant que «l'utilisation de l'amiante dans la construction de conduites d'eau ne comporte aucun danger».

Le dossier de l'amiante constituait «l'élément clé» de la visite de M. Simard, venu assister à Marrakech à une conférence ministérielle de la Francophonie. Cette mission s'inscri-

vait d'ailleurs dans le cadre de l'offensive lancée récemment au Maghreb par la ministre déléguée aux Mines, Denise Carrier-Perreault, pour éviter que le Maroc, l'Algérie et la Tunisie (qui importent près de 4 % de la production québécoise) n'imitent la France et ne «bannisent» à leur tour l'amiante.

Cette semaine, à Casablanca, Marrakech et Rabat, le ministre Simard a

plaidé auprès des ministres marocains de l'Emploi et des Affaires sociales, de l'Environnement et de la Santé publique pour une utilisation sûre de l'amiante et a fait valoir l'important savoir-faire du Québec en cette matière. Le ministre était d'ailleurs accompagné d'un groupe de fonctionnaires québécois qui ont tenu une réunion technique, hier, avec leurs confrères marocains.

**DE QUOI FAIRE RÊVER LE PÈRE NOËL!!!**

**BRACELET TENNIS** LES PERLES...  
UNE IDÉE DES PLUS CULTIVÉES

**SOLITAIRE**

**SOLEIL ANNIVERSAIRE**

**Total 1 carat**

888 \$ Prix courant 1776 \$  
Diamants E-F

Certains photos sont légèrement agrandies pour montrer le détail.

**LE PARCHEMIN**  
DEPUIS 1966

Dédié à l'intégrité et au meilleur prix.

Mezzanine, MÉTRO Berri UQAM, 1500, rue Berri Montréal 845-5243 sans frais 1-800-667-6878

**KANUK**

Le Wapiti Kanuk (-30°): 651 \$

Le Saguenay Kanuk (-25°): 480 \$

Le Coyote Kanuk (-25°): 414 \$

Le blouson Sport Kanuk (-15°): 435 \$

L'Intrepide (-10°): 333 \$

Le Condor Kanuk (-25°): 656 \$

Le Castor Kanuk (-10°): 342 \$

Le Patrouilleur (-28°): 436 \$

**Profitez de chaque minute de l'hiver, confortablement au chaud dans un Kanuk**

**GRATUIT!** **COUPON FOULARD KANUK GRATUIT**

Demandez le catalogue Kanuk! Vous y trouverez les manteaux chauds Kanuk, les sacs à dos, les accessoires en polar, les tentes et les vêtements pour vous protéger des rigueurs de notre climat.

**POSTEZ CE COUPON À :**  
Catalogue Kanuk, 485 Rachel est, MtL H2J 2H1

**OU TÉLÉCOPIEZ-LE AU :**  
**948-4442**

**OU TÉLÉPHONEZ-NOUS AU :**  
**284-4494**

Grâce à ce coupon, vous recevrez un foulard polaire Kanuk un lors de votre achat Kanuk de 300 \$ et plus (avant taxes) effectué chez Kanuk ou chez votre détaillant Kanuk. Valable au moment de l'achat seulement. Un coupon-cadeau par achat. Nul après le 31 déc. 96.

Nom: \_\_\_\_\_ Adresse: \_\_\_\_\_ Ville: \_\_\_\_\_ Code postal: \_\_\_\_\_

Magasin: \_\_\_\_\_ Montant payé: \_\_\_\_\_ Date d'achat: \_\_\_\_\_

**COUPON-RABAIS KANUK**

**25 \$ ou 50 \$**

Obtenez 50 \$ de rabais ou Obtenez 25 \$ de rabais au moment d'un achat Kanuk de 500 \$ et plus (avant taxes) ou au moment d'un achat Kanuk de 250 \$ et plus (avant taxes) Valable chez Kanuk et votre détaillant Kanuk du 18 déc. au 31 déc. 96. Un seul coupon par achat. Valable au moment de l'achat seulement.

HEURES D'OUVERTURE PÉRIODE DES FÊTES KANUK 485 RACHEL EST  
Lun. à ven.: de 9H00 à 21H00  
Samedi: de 9H30 à 17H00  
Dimanche: de 11H00 à 17H00  
24 déc.: de 9H00 à 17H00  
25 déc.: fermé - Joyeux Noël!  
26 déc.: 13H00 à 21H00  
31 déc.: de 9H00 à 17H00

Nous acceptons: Visa, MasterCard, carte de débit et argent comptant

MONT-ROYAL: MÉTRO MONT-ROYAL  
MARIE-ANNE  
SAINTE-DENIS: KANUK 485 RACHEL EST  
SAINTE-HUBERT

## É D I T O R I A L

## Kenworth renaît

Jean-Robert Sansfaçon

Après des mois passés entre le désespoir du chômage et l'angoisse de l'attente, quelques centaines parmi les 850 ouvriers de Kenworth à Sainte-Thérèse peuvent aujourd'hui se réjouir d'une réouverture de leur usine prévue pour l'automne prochain. Mais pour qu'on en arrive à un tel dénouement, il aura fallu que les gouvernements et le Fonds de solidarité de la FTQ financent entièrement la cinquantaine de millions nécessaires à la modernisation des installations. Le jeu en valait-il la chandelle?

**Q**uand on songe aux moyens dont disposent les gouvernements pour créer ou préserver l'emploi, celui de l'aide financière aux entreprises revient toujours sur la table comme une pomme de discorde entre ceux qui soutiennent que l'aide est pur gaspillage économique et ceux qui prétendent qu'il est indécent de subventionner des compagnies rentables pendant qu'on comprime les dépenses sociales. Le cas de Kenworth renvoie dos à dos ces positions qui n'ont en commun que le simplisme idéologique.

Entrés en grève à l'été 1995 sous les conseils douteux des leaders du puissant syndicat des Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA), les 850 ouvriers de Kenworth apprenaient à leurs dépens, plusieurs mois plus tard, que leur usine était condamnée par la maison-mère américaine, Paccar, pour cause de vétusté et de surcapacité de production. De son côté, la compagnie a agi de façon irresponsable en décrétant sans préavis la fermeture de son usine de Sainte-Thérèse au moment même où elle étendait ses activités productives au Mexique.

Après des mois de pourparlers difficiles au cours desquels Paccar a tenté d'exploiter abondamment la position de faiblesse des ouvriers autant que des gouvernements, les exigences de l'entreprise sont lentement devenues sinon raisonnables, du moins plus acceptables. On se rappellera qu'en juin dernier, Paccar se disait prête à reprendre ses activités à la condition qu'on lui achète son usine et qu'on la modernise avant de la lui louer. Une formule à la mode dans certains pays du Tiers-Monde, dit-on, mais qui n'a pas plu au gouvernement ni au Fonds de solidarité. De fait, que vaut une usine de camions vide quand on ne contrôle ni le produit, ni le marché? Heureusement, l'époque est révolue où les gouvernements devenaient propriétaires de chantiers maritimes ou d'avionneries dans le but d'éviter une fermeture. Du moins, faut-il le souhaiter...

Plus tard, Paccar est revenue à la charge en demandant au Fonds de solidarité de lui consentir un prêt de 40 millions, sans aucun intérêt. Nouveau refus, sans rupture définitive des négociations. Finalement, l'entente intervenue ces jours derniers inclut toujours une portion substantielle du financement provenant du Fonds de solidarité (26,5 des 50 millions), mais sous la forme d'un prêt à long terme portant un taux d'intérêt annuel minimum de 7%. En plus d'être garanti par la maison-mère Paccar, ce qui différencie ce prêt de ceux normalement consentis par les banques, c'est que Kenworth ne versera au cours des cinq premières années que les intérêts qui correspondent à son niveau d'activité. La différence, si différence il y a, sera calculée et due la cinquième année seulement. En revanche, si l'usine atteint un niveau de production optimal au cours des 20 années que doit durer l'entente, le Fonds pourrait tirer

un rendement supérieur au taux minimal de 7%. En somme, voilà une forme de prêt à partage de risque, une activité tout à fait conforme à la vocation du Fonds de solidarité.

Pour ce qui est des gouvernements, comptons-nous chanceux qu'ils n'aient pas succombé au délire revendicatif de Paccar. Si l'on en croit les représentants du Québec et d'Ottawa, l'aide se situe dans le cadre des programmes établis, ce qui, soit dit en passant, ne la rend pas moins généreuse. Après tout, Paccar n'est-elle pas une société fort rentable?

En plus du prêt de 13,5 millions sans intérêt consenti à parts égales par les deux gouvernements, Ottawa accepte d'effacer une dette de 4,5 millions contractée par la compagnie sous forme de droits de douane impayés depuis qu'elle ne produit plus au Canada, et un montant de 8000 \$ par emploi retrouvé pour la formation des ouvriers (somme tirée de la caisse d'assurance-emploi).

Au total, ce sont donc 50 millions qui sont ainsi fournis par le Fonds de solidarité et les deux ordres de gouvernement, sans établir ce que vaut le prêt sans intérêt des gouvernements. Un calcul rapide permet d'obtenir un ratio de quelque 160 000 \$ pour chacun des 300 emplois retrouvés, ratio qui diminuera de moitié si on atteint un jour la cible de 600 emplois. C'est beaucoup, certes, mais n'oublions pas que la plus grande partie vient sous forme de prêt, non de subvention. Dans le cas du Fonds de solidarité, l'affaire ne passera pas à l'histoire comme ayant été son investissement le plus rentable, mais non plus comme une erreur. Le Fonds existe précisément pour soutenir l'emploi, et non pour maximiser ses investissements à n'importe quel prix. D'où les importants crédits d'impôt auxquels il donne droit.

Consolons-nous en sachant que tout cet argent servira à garder chez nous une de nos rares usines de ce secteur de l'industrie. Devant ces faits à la fois réjouissants, mais aussi fort troublants, on ne peut que revenir à la question de départ: l'État doit-il aider les entreprises? Seuls les gens obtus ont une réponse simple à offrir. Entre 1994 et 1999, Ottawa aura réduit de 50% ses subventions directes aux entreprises, ce qui ne l'aura pas empêché d'accorder de généreux avantages fiscaux pour la recherche et le développement (R&D), et de prêter quelque deux milliards par an. Au Québec, l'aide totale a presque doublé depuis 1989. Elle atteint plus d'un milliard par année. Après le déclin du Régime d'épargne-action, ce sont maintenant les crédits d'impôt pour stimuler la R&D et ceux consentis aux actionnaires du Fonds de solidarité qui ont la vedette. Récemment, la Commission sur la fiscalité a proposé que l'on revienne à la question de l'aide et qu'on élimine tous ceux dont on ne peut pas évaluer l'efficacité. Cela devient urgent.

Comme l'affaire de la Kenworth vient de nous le rappeler une fois de plus, l'aide à l'entreprise demeure sans doute un mal nécessaire dans un monde en guerre. Encore faut-il que nous retirions de cette maladie tout le bien possible...

L'aide à l'entreprise reste un mal nécessaire dans un monde en guerre économique.

## L E T T R E S

## Une nouvelle crise autochtone

Une nouvelle pomme de discorde se présente entre les communautés autochtones et la société allochtone. Dans l'affaire de la présumée noyade des deux Montagnais de la rivière Moisie, le ministre Perreault, après plus d'une semaine de consultations, a accepté les conclusions de l'enquête et déclaré le dossier clos. De son côté, le chef Jourdain de Maloténam se range spontanément du côté des familles de son clan. On a ici réunis les ingrédients d'une nouvelle crise autochtone.

Six ans après Oka, les administrations publiques n'ont toujours pas compris que les Amérindiens n'acceptent plus de prendre les coups en silence. La société blanche plus éclairée les imite de plus en plus en cela. L'enquête des journalistes de Radio-Canada a fait l'illustration claire et sans équivoque que, dans cette affaire, il y a apparence de complot. Le ver est dans le fruit. En se refusant à en examiner publiquement le trognon, le ministre pose le germe d'un nouvel affrontement.

Un équipement fragile vient d'être rompu. La confiance qu'accordait encore à Québec une partie de la population innue risque de s'envoler pour longtemps. Le ministre Perreault semble avoir été mal conseillé dans ce dossier. Ses déclarations maladroites selon lesquelles les Montagnais n'accepteront pas plus les résultats d'une enquête publique impartiale, achèvent de discréditer sa position. Une volte-face rapide de sa part s'impose, au nom de l'équité et de la transparence. À défaut de quoi il risque de trouver amer le fruit des pépins que sa négligence aura contribué à semer.

Marc Olivier  
Montréal, 17 décembre 1996

## Bloc: un deuxième choix

Pour choisir le prochain chef du Bloc québécois, les membres du parti pourront inscrire un deuxième choix sur le bulletin de vote; c'est une bonne idée qui pourrait aussi être utilisée pour les élections municipales, provinciales et fédérales.

Marc Williams  
Montréal, 13 décembre 1996

## La concurrence universitaire

Dans un pays où, pour faire un appel interurbain, on a le choix entre trois compagnies de téléphone, les technocrates du ministère de l'Éducation veulent nous obliger à «rationaliser» les programmes universitaires. Cette prétendue rationalisation consisterait à concentrer l'enseignement et la recherche d'une discipline dans un nombre restreint de départements.

Au nom de quelle logique la saine concurrence entre institutions universitaires serait mauvaise, alors qu'elle est excellente, dit-on, dans les secteurs de la production et du commerce?

Loin de moi l'idée qu'il faille maintenir à tout prix des départements universitaires. La saine concurrence se charge d'éliminer ceux qui battent de l'aile. Au début des années 70, quand le département d'études classiques de l'UQAM n'attira plus qu'un nombre squelettique d'étudiants et qu'en conséquence il ne conserva qu'un nombre restreint de professeurs, la direction de l'institution n'hésita pas une seconde à le fermer. Si demain, tel ou tel département n'attirait plus de clientèle, il serait fermé de la même manière. Donc, il n'est pas question de soutenir à bout de bras des départements moribonds. Mais laissons la saine concurrence faire son œuvre!

On peut aussi envisager la fusion de certains départements de disciplines voisines pour mieux répondre aux attentes des étudiants et à l'excellence d'une formation. D'autres solutions originales sont envisageables.

C'est ainsi que l'École des Hautes Études commerciales, l'École de gestion de l'UQAM et les départements d'administration des affaires de McGill et Concordia se sont unis pour créer un doctorat commun en gestion.

Rien n'empêcherait l'École nationale d'administration publique et les départements de science politique de l'UQAM et de l'Université de Montréal de créer, sur le même modèle, une maîtrise et un doctorat en administration publique.

Mais de grâce, laissez ces initiatives aux intéressés eux-mêmes! N'y mêlez pas des technocrates et autres planificateurs à la petite semaine, qui n'ont jamais vu une classe ou l'ont perdue de vue depuis des lustres! Laissez agir la saine concurrence! Là, comme ailleurs, le marché est un excellent régulateur.

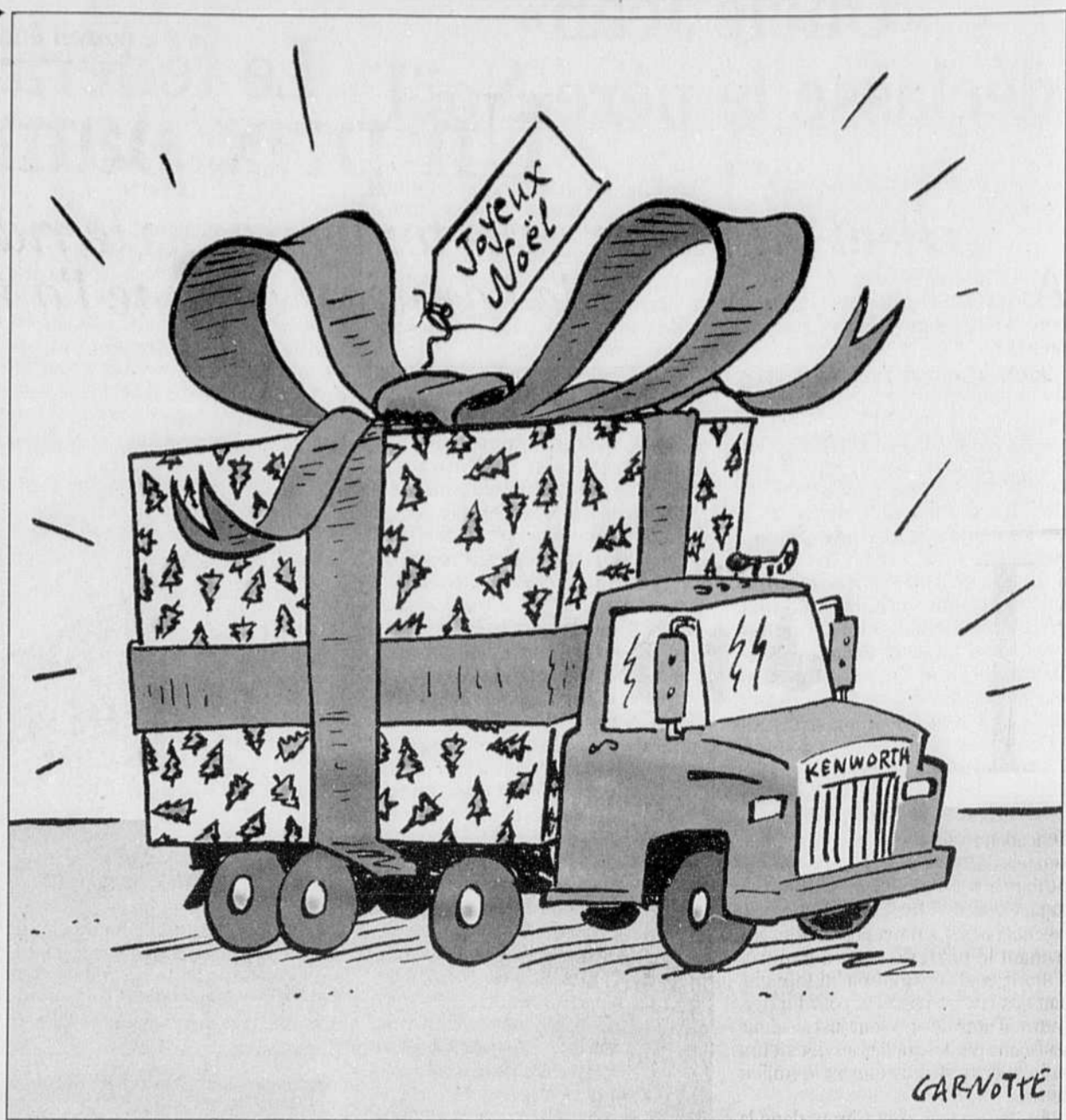
André Donneur  
Professeur  
Département de science politique  
Université du Québec à Montréal  
Montréal, 25 novembre 1996

## Futurs néoretirés

Lorsqu'un rond-de-cuir gouvernemental en rencontre un autre syndical, vers qui vont leurs pensées? Vers les pense-retraite.

Le dictionnaire médical définit ainsi le terme: «Est pense-retraite tout travailleur actif qui pense et rêve à sa retraite de façon compulsive.» Au Québec, toute personne qui ne peut s'empêcher d'acheter des REER. Absolument. «Nous vivons dans une société de pense-retraite.» (Press.)

Yves Presseau  
Montréal, 14 décembre 1996



## Les distorsions de M. Chrétien

**A**près trois ans de règne à peu près incontesté, Jean Chrétien est en voie de descendre du piédestal que le Canada anglais lui avait dressé avec complaisance. Autant la sanctification avait été spectaculaire hors du Québec, autant la chute risque d'être dramatique, si la grogne qui s'amplifie depuis dix jours se propage jusqu'aux prochaines élections fédérales.

Le TROC (The rest of Canada) a de quoi rouspéter autant que les Québécois. Se démarquant du si honni Brian Mulroney, le chef libéral avait martelé trois grands engagements, en contrepartie exacte des «réalisations» des conservateurs.

M. Chrétien avait promis de mettre un terme aux palabres constitutionnelles qui horrifiaient le Canada anglais et, ce faisant, de régler le cas du Québec. Il y a si bien réussi qu'il s'en est fallu de peu que le Québec dise OUI à la souveraineté-partenariat, terrible menace que l'on digère fort mal et dont le premier ministre est tenu responsable.

Les libéraux avaient ensuite promis de mettre la sourdine à la lutte contre l'inflation et le déficit, pour se consacrer corps et âme à la lutte au chômage et à la création d'emplois. Trois ans plus tard, non seulement le p'tit gars de Shawinigan poursuit-il sur la lancée du p'tit gars de Baie-Comeau — s'en rappellent-ils seulement? — mais c'est la lutte contre les chômeurs qui domine. Avec le résultat net qu'il n'y en a jamais tant eu au Canada — 1,5 million de chômeurs, ça fait pas mal de morts qui marchent, dirait Félix Leclerc — et que c'est à peu près tout ce qui monte au Canada.

En troisième lieu, M. Chrétien s'était engagé, sur tous les tons et sur toutes les tribunes, à faire disparaître la TPS (taxe sur les produits et services), imposée par le gouvernement Mulroney au début de la décennie. Dès 1990, donc bien avant la cam-

pagne électorale et le Livre rouge (qu'il invoque à son aide comme une bible), le chef libéral avait crié qu'il détestait et haïssait cette damnée taxe (15 milliards alors, 18 milliards cette année), qu'il allait l'écraser, la faire disparaître. En français châtié, cela donnait que la TPS serait «scrapée».

Certes, le petit Livre rouge était plus sobre, évoquant la nécessité d'harmoniser la fiche taxe fédérale avec celles des provinces, seul le Québec s'étant alors donné la peine de ne pas faire double emploi avec Ottawa.

Mais ce n'est pas là-dessus que les ténors libéraux s'égosillaient. Ce n'est pas non plus ce que la très grande majorité des Canadiens ont retenu de l'offensive victorieuse de M. Chrétien. S'il y a eu confusion, c'est alors qu'elle a été créée, non pas par les électeurs, mais par ceux qui les courtoisaient sans vergogne. Les témoignages écrits, oraux et visuels l'attestent par milliers, d'un océan à l'autre.

Aussi, Johanne Savoie était tout à fait justifiée (lors du *Town hall meeting* de la CBC, le mardi 10) de demander au chef du gouvernement pourquoi il n'a pas rempli son engagement, explicite et répété.

Rusé, M. Chrétien a cru s'en tirer en rappelant plutôt la bible libérale (que la serveuse de restaurant montréalaise n'avait pas lue), et en osant prétendre que la promesse avait été remplie. Mme Savoie a répliqué qu'elle avait elle-même entendu M. Chrétien s'engager à éliminer la TPS; elle l'a cru au point de voter libéral et d'inciter ses amis à en faire autant.

Ce face à face impromptu entre une citoyenne «ordinaire» et un premier ministre arrogant a suscité une vive commotion. À l'instar de l'incident opposant M. Mulroney à la retraitée Solange Denis («Good bye, Charlie Brown»), la confrontation que l'opposition parlementaire n'avait pas réussi à alimenter pendant trois ans

s'est répandue comme un feu de brousse.

C'en est trop pour le TROC! Prenant le relais de l'indignation soulevée au Canada anglais (à preuve, la revue de presse de jeudi et celle de ce jour), bloquistes et réformistes ont enfin une poignée solide pour mettre en doute la crédibilité, voire l'intégrité du premier ministre, en flagrant délit de mensonge, même pas pieux.

Surpris de l'offensive inattendue, M. Chrétien tente de finasser, invoquant la bonne foi, évoquant des distinctions spéculieuses entre l'engagement écrit et l'engagement verbal, renvoyant les électeurs à leur confusion.

Alors que Sheila Copps avait dû démissionner et se faire réélire, que le ministre Paul Martin s'était excusé, le premier ministre faisait comme s'il était au-dessus de la mêlée, tel un arbitre. Mal lui en prit. On l'accuse carrément de mentir.

De bévue en gaffe, d'explication boiteuse en fausse excuse, il a dû bien malgré lui battre en retraite. Non seulement ça lui a pris une semaine pour calmer la tempête, mais il ne reconnaît pas encore complètement la responsabilité qui est la sienne dans cet épouvantable embrouillamini. Depuis dix jours, la presse du TROC ne décolère pas, même après les excuses de Jonquière et de Saint-Jean de Terre-Neuve.

Heureusement que les Communes étaient en vacances cette semaine et le resteront jusqu'au début de février. Avec le répit des Fêtes en prime, ça calme la fureur parlementaire et médiatique.

Il reste qu'avec ce forum télévisé de la CBC (celui de Radio-Canada, le même soir, n'a soulevé aucune polémique), quelque chose s'est passé, s'est cassé. Les Québécois, depuis 15 ans, ont pris la mesure de M. Chrétien et n'en attendent pas de merveilles. Ailleurs, le thaumaturge d'hier est soudain devenu vulnérable, le colosse, fragile.

Ce qui ne devrait pas l'empêcher, comme nous tous j'espère, de passer un Joyeux Noël.

## À PROPOS

## ...de l'aide aux chômeurs danois

En 1994, le gouvernement danois procédait à une réforme du marché du travail dans le cadre de laquelle étaient définies les modalités du plan d'action individuel (IHP individuel handlingsplan).

Après une période de six mois de chômage, la personne peut demander un plan d'action individuel. Ce plan devient obligatoire dès que le Service public d'emploi (SPE) offre à la personne sans emploi un stage d'emploi-formation ou encore une formation structurée.

Le plan proposé doit être réaliste et l'intéressé doit co-

opérer pour trouver une solution compatible avec les besoins du marché du travail et avec ses propres aspirations. En cas de refus de la part du travailleur de coopérer à l'élaboration ou à la révision d'un plan d'action individuel, il est considéré comme volontairement chômeur et cela entraîne inévitablement des conséquences importantes sur le plan financier.

La Réforme de la sécurité du revenu, document de consultation, gouvernement du Québec, 1996.

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910

Directrice LISE BISSONNETTE

Rédacteur en chef BERNARD DESCÔTEAUX

Vice-président, finances et administration FRANÇOIS THOUIN

Directeur de l'information CLAUDE BEAUREGARD

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, GUY TAILLEFER, NORMAND THÉRIAULT

Rédacteur en chef adjoint JEAN-ROBERT SANSAÇON

Directeur artistique ROLAND-YVES CARIGNAN

2050, rue de Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec) H3A 3M9. Tél.: (514) 985-3333

FAISCE QUE DOIS

## IDÉES

Le nouvel édifice des HEC

## Un prix pamplemousse!

Peut-on parler sans tomber dans le ridicule de «la construction la plus laide de l'année», comme l'a fait Sauvons Montréal?

JEAN-CLAUDE MARSAN

Architecte et urbaniste, l'auteur est professeur titulaire à la faculté de l'aménagement de l'Université de Montréal



L'édifice des HEC vu du chemin de la Côte-Sainte-Catherine.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Les prix Orange et Citron octroyés chaque année depuis plus d'une décennie par Sauvons Montréal sont devenus une institution dans la société montréalaise. En se situant en marge du monde académique et des ordres professionnels dans l'évaluation de la qualité de l'architecture et de l'aménagement, Sauvons Montréal joue un rôle essentiel auprès de la population. En prenant le parti de cette dernière, d'abord, mais surtout en lui fournissant des critères sérieux pour lui permettre d'apprécier à leur juste valeur les façons par lesquelles les décideurs et les spécialistes façonnent le milieu de vie.

En donnant un prix Citron, dans la catégorie «insertion», au nouvel édifice des Hautes Études commerciales, Sauvons Montréal a voulu livrer un message concernant l'importance d'une insertion harmonieuse dans le milieu. Malheureusement, ce message, par son manque de nuance, risque d'être perçu par plusieurs comme une condamnation sans rémission d'un immeuble par ailleurs remarquable à plus d'un point de vue. *Le Devoir* ne titrait-il pas, dans son édition du samedi 14 décembre, que «Sauvons Montréal juge que le nouvel édifice est la construction la plus laide de l'année»?

Si, comme l'indique le communiqué de Sauvons Montréal, on n'en juge que par la façade de l'édifice, sise du côté du chemin de la Côte-Sainte-Catherine, ou par la masse du bâtiment, perçue à partir du belvédère de l'Université de Montréal, ce verdict

de mauvaise insertion peut se défendre.

En effet, l'édifice occupe d'une façon compacte tout le terrain dont il dispose. Mais compte tenu de l'exiguïté du site et de sa configuration particulière, pouvait-il en être autrement? Cela nous ramène à l'enjeu de départ: fallait-il construire dans ce lieu ou installer le HEC à l'extérieur du campus de l'université? Comme la décision a été prise de construire sur ce terrain, c'est la qualité même de l'édifice et de son insertion qu'il faut désormais évaluer.

Quant à la façade du côté du chemin de la Côte-Sainte-Catherine, il est vrai que, malgré une composition de la même essence classique que celle de la façade du collège Brébeuf

voisin, elle constitue par sa taille imposante et son assemblage surprenant de formes et de matériaux peu usuels davantage un clin d'œil flamboyant au déconstructivisme à la mode qu'une insertion harmonieuse dans le paysage de cette artère.

Mais qu'en est-il des autres façades? Du côté du collège Brébeuf, l'architecte Dan Hanganu a fait une grande échancrure dans son bâtiment pour assurer la conservation de l'avancé du boisé qui occupe une bonne partie du terrain du collège. Cette échancrure, lambrissée de verre, produit un effet particulièrement spectaculaire à l'intérieur de l'édifice: elle donne l'impression que la forêt pénètre dans le bâtiment. N'est-ce pas là une forme appréciée d'insertion

dans un paysage?

Du côté de la faculté de l'aménagement, là où sera aménagé un parc lorsque l'agrandissement en cours de cette institution sera terminé, la façade des HEC présente une bonne échelle par rapport aux espaces libres et construits avoisinants. L'architecte a fait un effort pour conserver tous les arbres sains et pour animer cette grande façade, laquelle aurait pu être d'un ennui mortel autrement. On peut ne pas aimer les détails choisis mais on ne peut nier la volonté de composer avec le paysage ambiant. Avec son éclairage de nuit et les arbres comme tamis, l'édifice a, de ce côté, un aspect féérique. Peut-on parler alors, sans tomber dans le ridicule, de «la construction

la plus laide de l'année»?

Enfin, on a pris l'habitude de ne considérer que l'aspect formel de l'intégration au milieu. Qu'en est-il de l'aspect fonctionnel? Le nouvel immeuble ne semble pas avoir engendré les congestions d'accès que plusieurs appréhendaient. Les HEC ont d'ailleurs pris soin d'assurer que les personnes qui désirent se rendre sur le chemin de la Côte-Sainte-Catherine à partir de la station de métro située du côté du boulevard Édouard-Montpetit (et vice versa) puissent le faire en cheminant directement à l'intérieur de leur bâtiment ou, par beau temps, à l'extérieur le long d'un sentier fort agréable aménagé à cette fin. Combien d'institutions font preuve d'un tel souci du bien-être du public? Pourquoi ne pas reconnaître également ce type d'aménagement comme une façon appréciable de s'intégrer à un milieu de vie et à ses usages collectifs?

## Le confort des usagers

Mais ce qui est peut-être le plus déplorable dans l'attribution de ce prix Citron, même si la question de l'insertion était incontournable, c'est qu'une occasion a été ratée d'évaluer ce pavillon universitaire pour la qualité des usages qu'il permet. Dans une période où trop d'architectes, comme l'avoue candidement Peter Eisenman, conçoivent des bâtiments avant tout pour se faire plaisir, sans se soucier du bien-être de ceux qui les utilisent, le nouvel édifice des HEC est remarquable pour le parti pris de l'architecte envers le confort des usagers.

Dans un campus où trop de pavillons constituent de véritables cavernes à rendre neurasthéniques les utilisateurs, celui-ci est, au contraire, tout à fait lumineux à l'intérieur.

Les espaces, de fonctions et de tailles variées, où les occupants peuvent jouir de la lumière naturelle et communiquer avec l'environnement

extérieur, abondent à tous les étages et dans toutes les parties de l'édifice. Les vues que l'on y découvre sur le campus, le mont Royal et la ville sont diverses et étonnantes. Les professeurs et le personnel, qui ont été logés auparavant dans le blockhaus de l'avenue De-elles, sont maintenant ravis d'occuper des bureaux et des espaces si ouverts sur l'extérieur. Les étudiants ont, pour leur part, approprié les espaces communs avec un bonheur qui fait plaisir à voir. N'est-ce pas là des indices révélateurs d'une bonne architecture? Ne devrait-on pas faire l'éloge de ces qualités bien réelles au lieu de dénigrer l'édifice à partir d'un seul critère, appliqué d'une façon partielle au surplus?

En 1995, le même architecte Dan Hanganu méritait de la part de l'Ordre des architectes une mention pour son église abbatiale de Saint-Benoît-du-Lac, à la consternation de plusieurs personnes qui considéraient cette œuvre digne d'un prix d'excellence. Il faut dire que les membres du jury n'avaient même pas pris la peine de visiter l'église, se contentant de la juger à partir de photos et d'un simple dossier!

Si les architectes ont pour responsabilité de faire de la bonne architecture, ceux qui critiquent cet art ont pour obligation d'en faire une évaluation approfondie s'ils veulent servir la population et faire avancer le débat. Si la façade sise du côté du chemin de la Côte-Sainte-Catherine du nouvel édifice des HEC peut mériter, prise isolément, un prix Citron pour son insertion, ce n'est pas le cas des autres façades. Et l'édifice dans son ensemble mérite, à notre avis, un prix Orange pour la qualité des usages qu'il permet. Qu'on lui octroie alors, en toute justice, un prix pamplemousse. Le pamplemousse, au moins, c'est un signe de santé!

## Le spectre de Big Brother

## Pour un débat rationnel

Si les défenseurs de la vie privée doivent demeurer vigilants quant à l'utilisation qui est faite de l'information, ils n'ont pas à empêcher à tout prix celle-ci de circuler

BENOÎT GODIN  
Professeur, INRS

Ces derniers mois, divers événements relatifs à l'information numérique ont alimenté un débat qui dure depuis maintenant une vingtaine d'années: la confidentialité de la vie privée. Ce débat est généralement posé dans les termes suivants: comment empêcher les organisations d'utiliser des données sur les individus à des fins autres que celles pour lesquelles elles sont colligées? Le projet de loi 32 sur le travail au noir a seulement ravivé ces craintes.

Tel que posé cependant, le débat est défini essentiellement en termes politiques (moraux, diront certains): il faut protéger la vie privée à tout prix, et ce, sous prétexte de conséquences apocalyptiques dans le cas contraire. Rappelons, pour illustrer le ton du débat, quelques titres parus dans les pages du *Devoir*: «Le spectre de Big Brother est à l'horizon» (5 septembre 1996), «Big Brother s'empare des pharmacies» (16 mai 1996), «Des secrets personnels mal gardés» (30 juillet 1996), «Le fisc passe les Québécois au crible» (4 octobre 1996), «Lentement, on y vient: un citoyen, un numéro» (25 février 1995). De tels propos ne sont pas tenus que par les médias. Ils sont constamment ravivés par la Commission d'accès à l'information (CAI), par la Commission des droits et libertés de la personne, par le Commissaire fédéral à la protection de la vie privée, par le Vérificateur général, et j'en passe.

Compte tenu du degré de politisation du débat, je suggère de regarder la question sous un autre angle, cette fois de façon moins engagée. Car n'oublions pas que l'argumentation de tous les jours, dont ce débat est un cas-type, laisse souvent peu de place à la raison.

Je prendrai pour illustrer mes propos le cas de la carte à puce dans le domaine médical. Nous avons là un projet qui, malgré des réalisations certes positives (voir RAMQ, *Évaluation du projet québécois d'expérimentation de la carte santé à microprocesseur: rapport final*, 1996), n'a malheureusement pas permis d'éclairer le débat sur la question de la confidentialité de la vie privée. Plus spécifiquement, le projet n'a pas utilisé le contexte d'expérimentation — rappelés qu'il s'agissait bien d'une expérimentation — pour aller plus loin que ce qu'un contexte réel permet de réaliser. La raison de cette dérive s'explique essentiellement par le fait que les promoteurs étaient obnubilés par les questions relatives à la vie privée.

En 1991, la Régie de l'assurance-maladie (RAMQ) décide de financer un projet-pilote dans la région de Rimouski dans le but de tester le potentiel d'une carte-santé à microprocesseur. L'objectif avoué du projet est d'accroître la circulation de l'information à des fins de décision médicale en colligeant sur un médium unique les informations médicales sur une personne. On sait que ces informations se trouvent aujourd'hui dispersées dans diverses institutions médicales et sur de multiples médias, et qu'il est par conséquent difficile pour un médecin d'avoir un portrait médical fiable de son patient.

## Les principes

Pour s'assurer de la réussite du projet, la RAMQ mandate une équipe de travail externe composée d'universitaires et de techniciens pour réaliser le projet. Cette équipe adoptera une stratégie on ne peut plus correcte. On s'assure que les équipements et logiciels développés sont tous conviviaux, c'est-à-dire faciles d'utilisation. On minimise les coûts de participation des individus dans le projet, notamment en fournissant gratuitement les équipements informatiques. On implique les groupes de citoyens et les professionnels concernés en les consultant sur leurs perceptions, sur leur intérêt à participer, et sur les différentes versions de la carte. Mais surtout, compte tenu de la «sensibilité» des données médicales, on dégage un certain nombre de principes devant guider la bonne marche du projet. Ces principes, qu'il faut rappeler, sont au nombre de six:

- l'adhésion volontaire: le patient a le libre choix de participer et peut réviser sa décision en tout temps;
- le consentement libre et éclairé: le patient peut décider en tout temps de ne pas présenter sa carte;
- le droit de modification: le patient peut demander de corriger ou d'effacer toute information erronée;
- l'accès à l'information: le patient peut en tout temps avoir accès au contenu de sa carte;
- la confidentialité: seuls les professionnels dûment autorisés peuvent avoir accès à l'information contenue sur la carte;
- l'absence de discrimination: la non-participation au projet ne peut conduire à une discrimination en termes de prestation de services.

Comme on peut le constater, ces principes sont tous très respectables. Ils témoignent que la carte-santé est une carte conçue à des fins cliniques et non à des fins de contrôle (notons toutefois que la moitié des objectifs avoués du projet sont de nature strictement administrative: faciliter les procédures administratives, améliorer l'utilisation des services, sensibiliser l'utilisateur à l'utilisation des ressources et services). Cependant, le déroulement du projet démontre que les principes ont soit empêché l'action, soit rendu la carte-santé moins optimale que prévue.

## La peur de Big Brother

En effet, en accordant toute liberté à l'utilisateur et en lui permettant de faire effacer une information non seulement erronée (principes 1, 2 et 3) mais également une information jugée délicate, telle une MTS ou un trouble psychologique, on se privait du même coup du médium idéal de départ qu'était la carte-santé et qui devait colliger les informations nécessaires à la décision médicale.

Deuxièmement, en refusant de développer une interface de télécommunication qui aurait permis le transfert d'information entre médecins ou entre un médecin et le laboratoire de l'hôpital, on se refusait l'accès à un outil permettant une meilleure circulation de l'information. Ce refus provenait de la CAI qui prétextait qu'une telle infrastructure, du seul fait qu'elle nécessite que l'information soit centralisée quelque part avant d'être distribuée, accroît les possibilités de fraudes (principe 5).

Troisièmement, en se refusant elle-même l'accès aux données de la carte-santé (principe 5) — même sous la forme d'observations anonymes —, l'équipe s'empêchait de se doter du plus précieux instrument de monitoring et d'évaluation de la carte-santé. En refusant, enfin, aux pharmaciens le même droit d'accès aux informations contenues sur la carte-santé que les médecins (principe 5), on se refusait de vérifier — et n'était-ce pas le moment puisque le projet avait pour but de tester des choses — si la rhétorique professionnelle des médecins qui se prétendent seuls compétents en matière de santé est fondée ou non.

Il semble qu'une seule raison ait motivé toutes ces décisions: l'épouvantail du *Big Brother*. Une analyse de l'argumentation utilisée par l'équipe démontre que cel-

le-ci est largement fondée sur les conséquences anticipées en matière de confidentialité, et sur la crainte et la peur de ces conséquences (l'autre partie de l'argumentation est basée sur les bénéfices attendus de la technologie). Le promoteur, sous la surveillance de la RAMQ, mais aussi de la CAI, a craint que la carte-santé soit perçue comme un outil de contrôle.

C'est ce type d'argumentation qu'utilisent quotidiennement les défenseurs de la vie privée. Et comment convaincre les gens que les conséquences anticipées sont vraiment réelles? Généralement en les exagérant, en les rendant non plus seulement probables mais inévitables et universelles.

On oublie toutefois que l'on accepte tous, à divers moments, de violer la vie privée des individus au nom de certains principes plus élevés. À titre d'exemple, les médecins — et tout corps professionnel comme nous le rappelaient récemment la Cour supérieure — sont autorisés et ne peuvent faire autrement que d'utiliser des données personnelles dans l'exercice de leurs fonctions. De façon similaire, les chercheurs utilisent souvent des données nominales dans le cadre de leurs travaux, données dont ils doivent cependant préserver la confidentialité. Enfin, allons plus loin: si l'on accepte que chacun doit payer ses impôts, n'avons-nous pas là une raison de s'assurer, grâce à l'utilisation d'informations diverses, que tous paient leurs impôts?

Ces exemples illustrent le fait que l'utilisation des informations privées à certaines fins est parfois jugée juste et équitable. Ce que l'on refuse tous, c'est l'utilisation de cette information et le jumelage de banques de données à des fins de discrimination.

Le droit de violer ou de ne pas violer la vie privée repose sur des valeurs, et sur une hiérarchie de valeurs. Peu d'entre nous adhérons sans réserve, dans la pratique, au principe de la non-violabilité de la vie privée. On admet le droit d'accès à l'information pour des fins jugées «nobles». Il est malheureux que certains oublient cette réalité et fassent de leurs principes des porte-étendards politiques.

Qu'on ne se méprenne pas. Je ne plaide aucunement pour l'attribution à l'État d'un droit absolu à l'information. Ce que l'on attend des défenseurs de la vie privée c'est qu'ils demeurent vigilants sur l'utilisation qui est faite de l'information, pas qu'ils empêchent celle-ci à tout prix. Agir autrement, c'est oublier que les sociétés ont évolué: elles se sont dotées de législations contrôlant l'usage de l'information, elles ont mis sur pied des organismes de surveillance, et elles disposent d'individus vigilants.

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Louis Lapiere (adjoint au directeur de l'information), Sylvain Blanchard, Paul Cauchon, Jean Chartier, Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur, Kathleen Lévesque, Caroline Montpetit, Brian Myles, Isabelle Paré, Clément Trudel, Serge Truffaut; Diane Piccourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques); Martin Ducloux et Christine Dumazet (relecteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélaïr (responsable), Stéphane Baillargeon, Pierre Cayouette, Paule des Rivières, Louise Leduc, Jean-Pierre Le-gault, Benoît Munger, Odile Tremblay; à l'information économique: Gérard Berubé (adjoint au directeur de l'information), Robert Dutrisac, Claude Lévesque, Jean Pichette, Claude Turcotte; à l'information internationale: Sylviane Trémier (adjointe au directeur de l'information), François Brousseau (éditorialiste), Jocelyn Coulon; à l'information politique: Pierre O'Neill, Manon Cornélius (correspondante parlementaire à Ottawa), Mario Cloutier et Gilles Lesage (correspondants parlementaires à Québec); à l'information sportive: Yves d'Avignon; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Isabelle Hachey, Marie-Claude Petit (commis). La documentation: Gilles Paré (directeur); Brigitte Arsenault, Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING: Martine Dubé (directrice), Daniel Barbeau (directeur adjoint), Jacqueline Avril, Jean de Billy, Brigitte Cloutier, Gyslain Côté, Marlene Côté, Christiane Legault, Jacques A. Nadeau, Guyaine Ouellet, Micheline Ruelland (publicitaires); Sylvie Laporte, Nathalie Lemieux, Pierrette Rousseau, Micheline Turgeon; Francine Ouellet (secrétaire). LA PRODUCTION: Jocelyn Arsenault (directeur des approvisionnements, distribution et production), Marie-France Turgeon (responsable de la production), Claudine Bédard, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Marie-Josée Hudon, Sylvain Lesage, Christian Vien, Olivier Zaida. SERVICE À LA CLIENTÈLE: Johanne Brien (responsable), Evelyne Labonté (responsable à la promotion des abonnements), Manon Blanchette-Turcotte, Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc-Venne. L'ADMINISTRATION: Yves Bouthiette (contrôleur), Dany Dépatie (adjointe à l'administration et responsable des ressources humaines), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Jeanne-Arc Houde (secrétaire à la direction); Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Nathalie Perrier, Danielle Ponton, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR: Marcel Couture (président), Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

Brillante



ASSOCIATED PRESS

LA VIE reprend son cours en Bosnie, où Jayne Whithern, une Anglaise, fait en quelque sorte la lumière sur la magie de Noël. Jayne, âgée de 22 ans, est conductrice d'ambulance au sein de l'armée britannique. Elle passera la fête de la Nativité à porter secours aux patients dans un centre médical de la ville de Gutersloh.

À LIRE LUNDI

Fatigués de la guerre



Les Guatémaltèques sont fatigués d'une guerre qui a fait 150 000 victimes, forcé à l'exil environ 250 000 des leurs et causé 50 000 disparitions. «La plupart des citoyens de ce pays d'Amérique centrale devraient donc accueillir avec un optimisme prudent la paix qui se profile», pense la cinéaste indépendante Mary Ellen Davis. Elle a rencontré au fil des ans tout ce qui compte dans le champ des droits de la personne en Amérique centrale. Lundi dans «L'Entrevue», elle nous fait part de ses craintes et de ses espoirs.

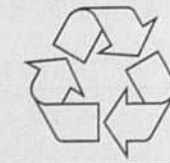
EN BREF

Les Archives nationales déménagent

(Le Devoir) — C'est fait. Les Archives nationales du Québec seront reléguées dans l'ancien édifice de l'École des hautes études commerciales, au 535 de l'avenue Viger. Le conseil des ministres a en effet accepté hier ce déménagement. Le gouvernement provincial injectera 15,7 millions de dollars pour permettre à la Société immobilière du Québec de rénover d'abord le bâtiment.

Un robot «humain» et autonome

Tokyo (Reuter) — Le constructeur automobile japonais Honda a annoncé hier avoir mis au point le premier robot d'apparence humaine, autonome dans ses déplacements et en mesure d'effectuer certaines tâches manuelles de base. Fruit de dix ans de recherches, ce robot à piles mesure 1 m 80, pèse 210 kg et ressemble à un spationaute en tenue de sortie. Il peut marcher, monter et descendre des escaliers ou des pentes sans recevoir d'informations détaillées sur sa locomotion.



S.V.P. Assurez-vous que ce papier journal soit recyclé.

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue de Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333.

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Sur Internet devoir@cam.org
Agenda culturel (514)985-3551

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et petites annonces

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 8h à 16h30
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)
Version internet (514) 278-6060
1-800-563-5665

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue de Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor LaSalle, 7743, rue de Bourdeau, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement no 0856. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

Crise de confiance envers la Croix-Rouge

PRESSE CANADIENNE

Toronto — La démission récente d'un dirigeant de la Croix-Rouge au moment où les ratés dans la gestion passée des produits sanguins fait l'actualité sème l'émotion chez ceux qui ont été infectés du virus du sida ou de l'hépatite à la suite d'une transfusion sanguine.

«Les gens n'ont plus confiance dans ce système et cette démission ne contribue en rien à changer cet état d'esprit», a indiqué hier Lynn Kempf, de Pickering, en Ontario, une mère de deux enfants ayant contracté le virus responsable du sida lors d'une transfusion de sang contaminé.

Elle réagissait ainsi au départ, en septembre dernier, du Dr Bert Aye, qui n'avait

pas donné alors d'explications sur les raisons de sa démission. Mais il a affirmé cette semaine qu'il était parti parce que la Croix-Rouge mettait en jeu la sécurité du public en remplaçant les médecins par des administrateurs aux postes de direction de 17 bureaux régionaux de l'organisation.

La Croix-Rouge soutient que cette décision n'affecte en rien la sécurité de la popu-

lation, les médecins conservant selon elle les postes clés au sein de l'organisation.

Cette mise au point n'a cependant pas empêché les critiques de fuser de toutes parts, amenant la Croix-Rouge à présenter une requête en Cour d'appel fédérale en vue d'empêcher le juge Horace Krever de jeter un blâme sur les responsables du scandale du sang contaminé.

FONDS Un nouveau rapport qualité-prix

SUITE DE LA PAGE 1

exécutif de la section 178 des Travailleurs canadiens de l'automobile à Sainte-Thérèse: «Je peux vous dire que la campagne du Fonds de solidarité, on va la faire en grande durant janvier et février.»

Son collègue Yvan Bourgeois ajoute aussitôt: «C'est une grosse victoire des travailleurs. Le ministre Bernard Landry a ouvert une porte qui ne s'est jamais refermée. On tenait un meeting à toutes les semaines. Il y a 75 % des travailleurs qui y croyaient.»

Le réoutillage de l'usine Kenworth nécessite 40 millions de dollars, une somme fort modeste pour une chaîne de montage, moindres que l'investissement récent à Novabus, de Saint-Eustache. La nouvelle usine sera à la fine pointe de la technologie du camion et «vous pouvez être sûr que la productivité incitera à ouvrir d'autres usines semblables au Québec», laissent entendre les leaders ouvriers.

«La négociation déterminante est survenue à la mi-octobre à Chicago», explique Yves Lamarre, vice-président aux mandats spéciaux du Fonds de solidarité. «À mi-chemin de Seattle et Montréal, la rencontre du Hilton, à l'aéroport de Chicago, a duré sept heures.» Ils étaient quatre et c'est là que s'est décidé l'avenir des travailleurs de Sainte-Thérèse. Les deux parties ont négocié ferme.

Il y avait David Hovind et Bill Shertz, du

siège social de Paccar, sur la côte Ouest. «J'étais avec Raymond Bachand», premier vice-président du Fonds de solidarité, raconte Yves Lamarre. «On leur a expliqué que nous étions un fonds de pension et que ça nous prenait un rendement. Après ça, il n'y a plus eu de problème», explique Yves Lamarre.

Le Fonds de solidarité prête un montant deux fois plus important que celui des gouvernements, ce qui est peu en regard de la grande industrie automobile. Au départ, Kenworth embauchera 300 de ses ouvriers dans un an et ce nombre est susceptible de monter à 600 dès 1998; les ouvriers souhaitent voir cette embauche fixée à 800. «Vous savez, ceux qui ont trouvé de l'emploi chez Novabus, c'était un boulot temporaire», explique Laurent Paquette.

Le négociateur du Fonds de solidarité précise encore que Paccar a eu d'autres chats à fouetter depuis la mi-octobre. En effet, la compagnie de Seattle a acheté DAF, le deuxième constructeur de camions en Europe, pour le montant de 564 millions \$ US. Paccar avait fortement d'autres priorités que l'usine de Sainte-Thérèse durant le mois de novembre. Et un projet conjoint a été négocié avec la Chine populaire. Néanmoins, «le 26 novembre, Paccar a confirmé par écrit les discussions de Chicago», explique Yves Lamarre.

On mentionne en outre que l'usine de montage mexicaine n'est pas à la hauteur

des promesses. C'est pourquoi Paccar mise sur un nouveau rapport qualité-prix à l'usine de Sainte-Thérèse tandis que les ouvriers se proposent de porter à 25 camions par jour la production sur les chaînes de montage. C'est le camion T 2000, lancé l'été dernier, qui sera la vedette du montage à Sainte-Thérèse.

Le ministre d'État à l'Industrie et au Commerce du Québec, Bernard Landry, qui est arrivé dans un camion T 2000 à l'édifice de la FTQ, sur la rue Crémazie, où se tenait la conférence de presse des partenaires, devait dire à la suite de son expérience: «Je comprends maintenant ce que ça veut dire, "beau comme un camion".»

Il a souligné que l'impact de l'industrie automobile n'est pas à négliger: «Nous n'avons que 5 % de toute l'industrie automobile du Canada. Consentir six millions à un producteur de tracteurs pour ce qu'il y a de mieux en Occident, ce n'est pas cher et c'est cohérent avec l'Accord de libre-échange nord-américain, sans excès. Le contribuable peut dormir en paix, il en aura pour son argent car Paccar investit plus de 50 millions.»

«Ailleurs, l'ouvrier Laurent Paquette devait dire au Devoir à ce sujet: «Nous autres, les ouvriers de Kenworth, nous allons verser 200 000 \$ en impôts et taxes par semaine, sinon, on est sur l'assurance-chômage et l'aide sociale. Je viens de recevoir mon dernier chèque d'assurance-chômage, il n'y en a plus

après; on tombait à rien sans cette entente.» Les ouvriers auront des cours de perfectionnement en 1997 avant de travailler à la nouvelle usine. Un montant de 8000 \$ par ouvrier a été prévu à cette fin.

Le directeur de l'usine Kenworth, Tom Banks, a fait remarquer que le parc de camions vieillit en ce moment. Même si les manufacturiers s'attendent à une baisse des ventes de l'ordre de 5 à 10 % en 1997, «ça va reprendre fort en 1998». Comme ce fut le cas en 1993 et 1994, les deux années d'un niveau «incroyable».

Le réoutillage de l'usine de Sainte-Thérèse commence dès la semaine prochaine et les appels d'offres surviendront en janvier. Kenworth procédera à l'achat des composantes durant toute l'année 1997.

Yves Lamarre parle d'un troisième succès exceptionnel pour le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec, après Tripap à Trois-Rivières, et après Entourage, la compagnie de câblage téléphonique. «Ces gros projets-là, ça prend six ou sept mois à négocier», dit-il. Depuis le 9 avril 1996, le Fonds de solidarité a été mêlé de près au dossier de Kenworth.

Bernard Landry, le ministre qui s'est impliqué très tôt dans ce dossier, devait dire le mot de la fin à ce sujet: «Je ne vois pas dans quel autre pays au monde on aurait pu régler un tel problème, sinon dans une social-démocratie européenne.»

LIMA Marge de manœuvre

SUITE DE LA PAGE 1

sont puissamment armés et en mesure de repousser toute attaque des forces de sécurité, a-t-on également appris hier en fin d'après-midi.

Selon un responsable de la police, qui a requis l'anonymat, ils possèdent notamment des fusils d'assaut et des pistolets. Trois d'entre eux sont des franc-tireurs équipés de fusils dotés de lunettes à visée infrarouge.

L'un de ces derniers est en permanence en embuscade derrière une fenêtre du deuxième étage de la résidence. Les guérilleros du MRTA (Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru) sont au nombre d'au moins 15, et pour les maîtriser, il faudrait l'intervention de dix fois plus de policiers. Les rebelles du mouvement Tupac Amaru sont disséminés aux premier et deuxième étages, mais la plus grande partie d'entre eux se sont retranchés au deuxième étage où ils surveillent les otages les plus importants, selon le responsable de la police.

Ils sont issus, pour la plupart, de la province de Chanchamayo, à 350 kilomètres à l'est de Lima, et sont arrivés dans la capitale sans éveiller l'attention des services de renseignement.

Quelque 900 policiers encerclent la résidence dans le quartier huppé de San Isidro.

«Rien de concret»

Quant aux négociations pour la libération des otages, elles n'ont pour l'instant «débouché sur rien de concret», a déclaré hier le porte-parole du CICR à Lima, Steve Anderson.

Ce dernier a indiqué que les conditions

«sont en train de se dégrader à l'intérieur de la résidence» et il a qualifié la «situation de calme tendu», indiquant que «les problèmes augmentent chaque minute».

La délégation de quatre diplomates qui avait été mandatée dès mardi pour négocier avec les terroristes considère sa mission comme achevée, a déclaré en début de soirée l'ambassadeur du Canada, Anthony Vincent, chef de cette délégation.

Cette mission, qui consistait d'une part à obtenir de l'aide humanitaire pour les otages — eau, nourriture, médicaments et fournitures sanitaires — et d'autre part à communiquer au gouvernement les revendications du commando, a été accomplie, a déclaré M. Vincent dans un communiqué lu pour la presse, aux alentours de la résidence. Il avait à ses côtés le diplomate péruvien Armando Lecaros, également membre de la délégation. Cependant, cette déclaration ne signifie pas que le dialogue entre les deux parties est rompu.

Le représentant de la Croix-Rouge au Pérou, Michel Minnig, continue pour sa part sa tâche de négociateur officiel. Il est le seul à pouvoir entrer et sortir de la résidence. Le second négociateur est le péruvien Domingo Palermo.

Interrogé sur un ultimatum du commando guévariste fixant samedi comme date butoir pour les négociations et qui a été annoncé dans un message écrit en japonais, montré à une fenêtre et traduit par des journalistes japonais, M. Anderson a indiqué «ne pas être au courant». Mais, a-t-il ajouté, «c'est possible».

Le porte-parole du CICR a indiqué que malgré les livraisons de nourriture et d'eau, la situation matérielle n'était pas «à 100 % satisfaisante» mais qu'«étant donné les circonstances, elle reste sous contrôle».

Certains otages, a-t-il dit, souffrent d'«hypertension, de gastrites, d'ulcères, d'asthme et de diarrhées». Il a précisé qu'aucun otage n'était blessé mais a confirmé qu'un des preneurs d'otages avait une blessure à la jambe à la suite de la confrontation initiale avec les forces de l'ordre.

M. Anderson a indiqué que les otages souffraient de la chaleur car toutes les fenêtres de la résidence sont fermées et ils ne peuvent sortir dans le jardin. Les otages ont demandé des ventilateurs, a-t-il dit, dont une vingtaine leur ont été livrés jeudi.

Le premier ministre péruvien Alberto Pandolfi s'est dit «confiant de pouvoir parvenir à une solution pacifique». Dans le premier commentaire public du gouvernement péruvien depuis le début de la crise, transmis par une chaîne de télévision locale, il a indiqué que «la volonté du gouvernement est de préserver la vie» des otages.

Ces propos contrastent avec la décision prise, selon une radio, par le gouvernement péruvien lors d'un conseil des ministres tôt hier matin de ne pas céder aux demandes des guérilleros.

Ceux-ci ont demandé que des journalistes de la télévision japonaise NHK soient admis dans la résidence.

Désaccord avec le Japon

Un profond désaccord est apparu entre le Japon et le Pérou sur les moyens d'obtenir la libération des otages par les guérilleros, qui continuent à négocier malgré le rejet par les autorités péruviennes de leurs exigences.

«Il y a une grande différence entre les positions du Japon et du Pérou. Il existe aussi des différences plus subtiles avec d'autres pays», a déclaré le porte-parole du gouvernement japonais.

Tokyo a publiquement critiqué la stratégie du Pérou quelques heures après un long entretien du ministre des Affaires étrangères japonais Yukihiko Ikeda, arrivé jeudi à Lima, et du président péruvien Alberto Fujimori.

Le porte-parole du département d'État, Nicholas Burns, a pour sa part estimé qu'il «faut donner au gouvernement péruvien une certaine marge de manœuvre». Il a réitéré la position du gouvernement américain, selon laquelle il ne fallait offrir «aucune concession» à «des terroristes», de façon à éviter tout phénomène de contagion.

«Notre premier objectif est de sauvegarder les personnes qui se trouvent dans la résidence et d'en finir le plus rapidement possible, sans violence, avec cet incident», a pour sa part déclaré hier l'ambassadeur américain au Pérou, Dennis Jett.

Lima a également été critiqué par le président argentin Carlos Menem, selon lequel le Pérou «paie à présent le fait qu'il n'a pas su combattre plus tôt» ni «attaquer à la racine» la guérilla.

M. Fujimori a pourtant fait de la lutte antiterroriste un thème dominant de sa politique et il avait enregistré en 1992 une série de succès contre la guérilla, avec notamment l'arrestation d'Abimael Guzman, le chef du Sentier lumineux (maoïste), et celle de Victor Polay Campos, celui du MRTA (guévariste).

Le chef du commando du MRTA a été identifié par la police comme Arturo Laynes, un des principaux leaders du mouvement, appelé Hemigildo Huerta Loayza ou comandante Marcos. Il se trouvait depuis trois mois à Lima, selon une source policière. La police le soupçonnait de préparer une action d'envergure, mais on ignore pourquoi il n'a pas été arrêté.

MÉMOIRE Faire preuve de créativité

SUITE DE LA PAGE 1

voulait organiser des conférences, des rencontres, mais surtout publier une revue, dont le premier numéro paraît en 1947. «Le chanoine Groulx voulait que la revue soit une revue de recherche scientifique», précise Mme Dumont. Il parlait vraiment de zéro. À l'époque c'était un homme dans la soixantaine. Alors il fonde une revue pour l'avenir. Son équipe ce sont deux jeunes qui n'ont pas encore 30 ans, Guy Frégault et Maurice Séguin.»

Comme l'explique Mme Dumont, la revue a d'abord «pris son public là où il existait», un public d'historiens amateurs éparpillés dans plusieurs sociétés d'histoire locales.

Mais dès l'année suivante des instituts d'histoire sont créés à l'Université de Montréal et à l'Université Laval, et la revue prend graduellement «un virage professionnel», dit-elle.

Cinquante ans plus tard, l'Institut d'histoire de l'Amérique française regroupe quelque 1000 membres individuels et institutionnels, organise un colloque annuel qui présente plus de 60 communications scientifiques, et continue à publier cette revue devenue très spécialisée.

Et Micheline Dumont, qui prend la relève de plusieurs directeurs célèbres (dont Guy Frégault, Michel Brunet, Marcel Trudel, Jean-Pierre Wallot, René Durocher, Jean Roy) peut maintenant tracer un por-

trait de l'évolution de la recherche historique au Québec en un demi-siècle.

«Au fil des ans, dit-elle, on voit le champ d'intérêt des historiens se déplacer du régime français au régime britannique, de l'histoire religieuse à l'histoire sociale.»

L'histoire sociale, surtout, a pris beaucoup de place ces dernières années. «Tout le monde finit par en faire», ajoute Micheline Dumont. L'histoire sociale c'est s'intéresser à l'histoire ouvrière, à la culture populaire, aux pratiques religieuses plutôt qu'aux institutions, c'est s'intéresser aux maladies, à l'histoire de l'éducation...»

Bref le champ est vaste, et comme dans tout autre domaine on peut aussi y trouver des modes. «Une des coquetteries actuelles des historiens québécois, ajoute Mme Dumont avec un clin d'œil, c'est de montrer que l'esprit libéral était plus avancé qu'on le croyait avant 1960, qu'on n'était pas si religieux que ça...»

Pour le non-historien, ces modes en histoire ne cessent de fasciner. Car elles illustrent à quel point l'histoire est une science changeante: le regard qu'on jette sur le passé dépend beaucoup des préoccupations des contemporains.

«Contrairement à ce que beaucoup de gens pensent, explique Micheline Dumont, l'histoire n'est pas un donné, mais un construit. L'histoire est construite, c'est un discours sur la réalité historique, et c'est pourquoi, devant une réalité historique don-

née, il y a tellement de discours différents. Chacun regarde avec ses propres lunettes. Et les perceptions changent parce que les préoccupations changent.»

«Prenez l'histoire ouvrière», ajoute-t-elle. Le chanoine Groulx a écrit des livres et des livres sur l'histoire canadienne, sans jamais mentionner la réalité ouvrière. Ça ne lui effleurait même pas l'esprit. Quand les gens ont commencé à s'y intéresser c'est une porte qui s'ouvrait: l'histoire des grèves, des conflits de travail, des législations sur le travail...»

Même chose pour la santé, un domaine qui n'intéressait pas les historiens des années 50. Mais Micheline Dumont note que ces temps-ci énormément d'historiens travaillent dans le domaine de la santé.

Autre sujet de préoccupation chez les historiens actuels: la difficulté de documenter l'opinion des gens ordinaires. «Comment fait-on pour sonder l'opinion des gens qui n'ont pas d'archives? se demande-t-elle. Ceux qui ont laissé des archives savaient lire, étaient puissants, avaient de l'argent. Mais les autres... Les premiers sondages d'opinion datent seulement des années 50.»

Il faut donc faire preuve de créativité, explorer les publicités dans les journaux, par exemple, analyser les archives des clubs sociaux et des associations en tous genres, utiliser les archives paroissiales, ou encore les archives de municipalités «où les gens ordinaires écrivaient dans les années 30 pour obtenir du secours», dit-elle.

En fait, à entendre Micheline Dumont, on a l'impression que l'histoire se porte remarquablement bien au Québec. «C'est paradoxal, répond-elle. Quand on regarde certaines données objectives, le nombre de livres en histoire, d'historiens professionnels, de thèses, d'émissions de télévision, on pourrait dire que l'histoire se porte très bien.»

«Mais l'enseignement de l'histoire est précaire, ajoute-t-elle. Seulement 40 % des commissions scolaires offrent l'histoire au primaire. Au secondaire l'histoire ne s'enseigne qu'à deux niveaux. Et au collégial il n'y a presque rien, alors que ce rôle que c'est là qu'on devrait vraiment approfondir l'histoire. Je ne sais pas qui a décidé que les futurs médecins, les futurs professionnels n'apprendraient pas l'histoire...»

L'Institut d'histoire de l'Amérique française s'est donc réjoui des conclusions du groupe de travail dirigé par Jacques Lacourcière, qui préconisait cette année une revalorisation complète de l'enseignement de l'histoire.

Mais Micheline Dumont balaye du revers de la main toute le débat actuel entre certains historiens sur la place à accorder dans les écoles à une histoire qui serait, ou non, «nationale».

«Le vrai débat, dit-elle, c'est comment va-t-on dégager du temps dans la grille-matière pour enseigner l'histoire, et qui aura le courage de la faire. C'est là la seule vraie question.»